

Démocratie, droits de l'homme et développement au Congo-Kinshasa (Zaïre)

(Ludo Martens)

Un Colloque international a eu lieu au Palais du Luxembourg, à Paris, les 27 et 28 octobre, sur le thème : «Démocratie et développement en Afrique». L'organisation Afrique Développement Coopération Nord-Sud, présidée par M. Nadji Bassiguet, en a pris l'initiative. La commission d'organisation était dirigée par le journaliste Bassirou Diarra, qui a également présenté les propositions de l'ADCNS. Plus de 250 participants, représentant un grand nombre de pays africains, ont fait de ce Colloque un succès dépassant l'attente des organisateurs. Des rapports ont été présentés, entre autres, par les professeurs Jean Suret-Canale, Samir Amin et Mme Marie-Louise Maes-Diop, l'épouse de feu le Cheikh Anta Diop. L'écrivain camerounais Mongo Beti, le Congolais Martin Bemba, le secrétaire général de l'Union des avocats de l'Afrique centrale, le malien Demba Diallo, vice-président de l'Union internationale des avocats, l'écrivain camerounais Elenga Mbuyenga, Francis Wurtz, parlementaire européen du PCF et plusieurs autres personnalités, ont également présenté des contributions. Des communications ont été faites sur trois expériences africaines: le Zaïre, par Ludo Martens ; le Burkina Faso, par le commandant-médecin Arsène Bongnessan Yé, responsable des structures populaires du Burkina ; le Bénin, par le médecin Gad Godonou. Les Rapports du Colloque seront publiés en décembre sous forme de livre. On peut se le procurer à l'ADCNS, 7 rue Lamartine 93240 Stains, France, tél. 33.1.48.23.23.75. Vous trouvez ici le texte intégral de la communication de Ludo Martens, auteur de deux livres sur le Congo-Zaïre, «Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba» et «Une femme du Congo».

Introduction : du temps de la colonisation belge

L'Etat indépendant du Congo, devenu le Congo belge en 1908, a été conquis et pacifié, morceau par morceau, par les armes. Dans son Congo, Léopold II a établi un régime autocratique, dont il a admirablement exprimé les traits essentiels dans une lettre officielle du 3 juin 1906: *«Le Congo a donc été et n'a pu être qu'une oeuvre personnelle. Or, il n'y a pas de droit plus légitime et plus respectable que le droit de l'auteur sur sa propre oeuvre. (...) Mes droits sur le Congo sont sans partage; ils sont le fruit de mes propres peines et de mes dépenses.»* (1) Une fois les réseaux administratifs et militaires étendus sur l'ensemble territoire, toute résistance d'une population morcelée par des structures traditionnelles était rendue fort difficile. Le plus souvent, une résistance diffuse s'exprimait sous des formes religieuses. Les rares fois qu'une résistance physique fut opposée au colonisateur, comme dans la région de l'entre Lushima-Kwilu en 1931, la réaction fut terrible : une expédition punitive de la Force publique a laissé 4.000 morts dans les villages essentiellement pendu.(2) Toute activité politique était interdite à la population congolaise, et ce jusqu'à 1958. L'esprit autocratique de la colonisation belge s'exprime aussi dans le fait qu'elle a réussi à empêcher l'entrée d'écrits marxistes dans le Congo belge.

L'essor économique assez prodigieux de la colonie, qui profitait essentiellement à la métropole, était dû au travail forcé imposé aux Noirs. Et justifié devant Dieu et les hommes par l'Eglise catholique. Monseigneur Roelens, le premier évêque du Congo a déclaré : *«Pour civiliser les Noirs, il faut les habituer au travail. Sans travail, aucun enseignement ne portera de bons fruits et le Noir restera un sauvage. L'Etat et les sociétés faisaient en quelque sorte oeuvre pie en imposant certaines prestations aux indigènes soumis à leur autorité.»* (3) Le développement économique a connu une ampleur particulièrement grande, au moment où le système du travail forcé a été imposé à l'échelle la plus large : c'était pendant la deuxième guerre mondiale. Entre 1939 et 1944, la production du cuivre montait de 122.600 à 165.500 tonnes, celle de l'étain de 9.800 à 17.300 tonnes; le caoutchouc grimpa de 1.142 à 12.000 tonnes et le bois atteignait 175.000 m³ à partir d'une production de 75.600 m³.(4) Il y avait 543.957 salariés en 1939, mais déjà 691.067 à la fin de la guerre mondiale en 1944. (5) La guerre terminée, le gouverneur général Pierre Ryckmans du faire un aveu déconcertant: *«Nos indigènes des villages n'ont pas de superflu ; leur niveau de vie est si bas qu'il doit être considéré non seulement*

comme incompressible, mais comme inférieur au minimum vital.(...) Les populations sont fatiguées de leur dur effort de guerre. Nous ne pouvons leur demander de soutenir cet effort — et moins encore de l'intensifier. La limite est atteinte. » (6) L'école coloniale enseignait avant tout la religion avec toute sa charge d'obéissance et de soumission. A l'indépendance, le Congo comptait douze universitaires, aucun médecin, aucun ingénieur. Mais cinq cents abbés noirs. Un colon belge, poète à ses moments perdus, écrira plus tard avec nostalgie : «Il n'y avait pas de politique, ni de danger des élites noires, il y en avait trop peu...» (7)

Notons, enfin, que l'épopée coloniale belge, haute en tueries de tout genre, a débuté sous le drapeau des droits de l'homme. Léopold II envoya ses troupes au Congo pour y combattre «l'odieux système des razzias et du trafic des esclaves». Sa «croisade anti-esclavagiste» fut menée au nom de «la fraternité humaine et de la liberté». Ne s'y opposent que «ceux-là qui favorisent le chaos et l'oppression». (8) Les Belges, conscients de leur devoir d'ingérence, sont arrivés dans un Congo «en pleine barbarie». Ils y trouvaient «l'anthropophagie, les sacrifices humains, les ordalies sous forme d'épreuve du poison, les exécutions barbares.» (9)

1. La lutte de classes en 1959-1965 : indépendance formelle ou indépendance réelle, démocratie populaire ou démocratie néo-coloniale ?

1.1 .Réformisme et radicalisme dans la lutte anticoloniale (1958-1960)

L'indépendance du Congo, le 30 juin 1960, fut le produit de deux courants historiques opposés. D'un côté, les masses congolaises, se révoltant contre des décennies d'oppression voulaient conquérir leur indépendance réelle. De l'autre côté, l'impérialisme belge se proposait de changer la forme de sa domination et de passer de l'autocratie coloniale à la démocratie néo-coloniale.

La Belgique a permis la création de partis politiques congolais, à partir d'octobre 1958, et elle est activement intervenue dans ce processus. Elle était confiante qu'une démocratie parlementaire s'accorderait parfaitement à la prédominance continue de ses intérêts économiques. Les élites congolaises, fort peu nombreuses, très mal formées, dépendaient complètement de leurs tuteurs belges. En finançant des partis pro-belges et en leur accordant tout l'appui de l'administration coloniale et de l'Eglise, la Belgique coloniale pensait pouvoir déterminer l'issue du scrutin du 25 mai 1960. Mais contre toute attente, les formations nationalistes gagnaient les élections avec une courte majorité de 71 députés sur 137, la majorité étant de 69.(10)

Les masses populaires du Congo — les paysans, les ouvriers et les sans emploi — ont joué le rôle déterminant dans la lutte pour l'indépendance. Elles ont déclenché la révolte du 4 et 5 janvier 1959, au cours de laquelle 300 personnes périrent sous les balles de la Force publique. Les paysans et les ouvriers ont refusé de payer les impôts et ils ont boycotté les institutions coloniales. La plupart des «évolués», par contre, ont adopté une attitude hostile à la lutte ou sont restés passifs; une minorité a participé à la lutte pour réformer le système. Après l'indépendance, Lumumba s'est fait le porte-parole du radicalisme paysan et ouvrier, avec des prises de positions que la plupart des évolués trouvèrent indécentes et provocatrices. Lumumba disait : «C'est le peuple qui nous dicte, et nous marchons suivant les intérêts et les aspirations du peuple. L'indépendance, c'est le début d'une vraie lutte. (...) L'indépendance politique étant conquise, nous voulons maintenant l'indépendance économique. Le patrimoine national nous appartient. (...)Nous-mêmes, les ministres, nous allons aller dans les milieux ruraux, nous allons labourer la terre pour montrer au pays comment nous devons faire nos coopératives. (...)Nous mangeons avec le peuple, nous n'avons pas besoin d'argent.(...) Ce n'est pas en mendiant des capitaux que nous allons développer le pays. Mais en travaillant nous-mêmes, par nos propres mains, par nos efforts. (...) Le seul slogan pour le moment: le progrès économique, tout le monde au travail, mobiliser toute la jeunesse, toutes nos femmes, toutes les énergies du pays. Les cadeaux, on n'apprécie pas. L'indépendance cadeau, ce n'est pas une bonne indépendance. L'indépendance conquise est la bonne indépendance.» (11) Le gouvernement Lumumba donnait ainsi

expression au radicalisme populaire, faisant de l'indépendance totale par la mobilisation des masses travailleuses, son mot d'ordre principal.

1.2. Interventions militaires étrangères et résistance armée nationale (1960-1961)

Le gouvernement belge décidait immédiatement de saborder cette démocratie parlementaire qu'il avait lui-même échafaudée. Au Katanga, comme au Sud-Kasaï, soumis à un régime d'occupation militaire belge, le règne de l'autocratie était de retour. Les troupes de l'ONU, dont le drapeau cachait mal celui des Etats-Unis, ont, elles aussi, oeuvré à l'élimination des forces nationalistes. Le général Von Horn, qui commandait les forces de l'ONU, a avoué plus tard : «*Je nourrissais une profonde aversion pour Lumumba*». (12) Pour réaliser la transition de la domination coloniale au système néo-colonial, la Belgique et son nouveau protecteur et rival, les Etats-Unis, devaient contribuer à l'émergence d'une classe bourgeoise congolaise, prête à jouer le rôle d'intermédiaire. Et les «évolués» opportunistes rêvaient de pouvoir occuper les positions confortables réservées jusqu'alors aux administrateurs et directeurs blancs. Ils aspiraient à se transformer en grande bourgeoisie compradore, servant les intérêts étrangers en place dans la colonie.

Bien que le gouvernement Lumumba était arrivé au pouvoir à travers les procédures du parlementarisme bourgeois, il n'exprimait pas moins l'aspiration des masses à une démocratie populaire : c'est la mobilisation active et révolutionnaire des masses qui avait permis aux nationalistes radicaux de gagner les élections. Et cette mobilisation populaire se renforçait à mesure que l'agression néo-coloniale se développait. Le 13 septembre, les deux chambres réunies accordaient les pleins pouvoirs au gouvernement Lumumba, lui permettant de prendre des mesures draconiennes contre tous les ennemis de l'indépendance. Lumumba sortait du cadre du parlementarisme bourgeois, il appelait l'Armée Nationale Congolaise et la population nationaliste toute entière au combat contre l'agression étrangère et contre les sécessionnistes au Katanga et au Sud-Kasaï. Le 27 novembre, Lumumba prenait la route pour Kisangani où se trouvait le gros des troupes nationalistes. Il fut arrêté avant d'arriver à destination. Le général Von Horn a déclaré en 1965 : «*A parler franchement, tout le pays aurait pu être mis à feu et à sang, si Lumumba était parvenu à Stanley ville* ». (13) Ici s'exprime clairement la crainte de cet aristocrate, défenseur des intérêts occidentaux, d'une guerre populaire écrasant les forces néo-coloniales putschistes.

Pour établir l'ordre néo-colonial, 10.000 soldats belges débarquaient en juillet 1960 au Congo. Ils ont été suivis par les troupes de l'ONU, plusieurs milliers de Marocains, de Tunisiens et d'Ethiopiens, essentiellement. Et pour imposer à nouveau leur ordre et leur loi, l'Occident et ses portes-paroles locaux agitaient, comme le fit Léopold II à l'époque, le drapeau des... droits de l'homme. «*Lumumba est un dictateur qui nous ramène à l'esclavage*», disait Monseigneur Malula. (14) Kasavubu dénonçait «*le terrorisme et le banditisme*» de Lumumba. (15) Bomboko et Kasavubu accusaient Lumumba d'avoir organisé «*des bandes hostiles dans le but de porter la dévastation, le massacre et le pillage*» et d'avoir commis «*le crime de génocide*» (16) Et le 17 janvier 1961, Lumumba, cet exécrationnel ennemi des droits de l'homme (de l'homme pro-impérialiste, s'entend), sera éliminé en compagnie de Mpolo et Okito. Peu après, Nzuzi, Mbuyi, Muzungu, Mujanayi, Elengesa et des dizaines d'autres cadres nationalistes seront massacrés à leur tour.

1.3. Instauration du régime néo-colonial et insurrection populaire (1961-1965)

En août 1961, après une année d'indépendance, joignant la corruption, l'intimidation et la tromperie politique à la terreur, la Belgique et les Etats-Unis réussirent à rétablir le parlementarisme bourgeois dans les formes et avec les buts originellement prévus. Du 22 juillet au 2 août 1961, lors du Conclave de Lovanium, se réunit le parlement, épuré de pratiquement tous ses éléments nationalistes, tombé aux mains de ceux qui ont tué Lumumba et ses proches. Ce fut le début officiel de la démocratie néocoloniale, taillée à la mesure des intérêts occidentaux. Adoula présenta «*un gouvernement d'unité nationale*» qui prêcha «*le retour à la légalité constitutionnelle*» et «*la confiance mutuelle, l'union et l'effort commun*». Finie la lutte contre l'impérialisme, il s'agit de «*rompre le cercle vicieux de*

vengeance, de haine, de récriminations». Pour développer le pays, Adoula en appela avant tout à «*l'assistance financière de l'extérieur*». Annonçant la répression qui ne tarda pas à s'abattre sur les forces nationalistes, Adoula affirma : «*le maintien de l'ordre sera une préoccupation essentielle de mon gouvernement*». Pour ce faire, Adoula voulut «*réunifier toutes les forces armées sous l'autorité du commandant suprême*», c'est-à-dire de Mobutu, l'auteur du coup d'Etat anti-lumumbiste du 14 septembre 1960! (17)

Dès le 1er janvier 1964, à l'appel de Pierre Mulele, le ministre de l'éducation nationale de Lumumba, les paysans et les travailleurs se soulevaient sur les deux tiers du territoire congolais. La majorité de l'armée nationale passait du côté des insurgés. Le Conseil National de la Libération adoptait un programme rédigé par Léonard Mitudidi et Thomas Mukwidi. Il fixait des buts précis à l'insurrection populaire : «*Reconquérir l'indépendance nationale ; restituer le patrimoine et les richesses nationales au peuple souverain et travailleur ; rétablir la liberté et la démocratie nationales ; établir un gouvernement révolutionnaire, national et populaire.*» Le combat était dirigé contre l'impérialisme et contre la réaction intérieure. «*Le CNL appelle tous les Congolais à : secouer le joug de l'impérialisme américain en balayant les agents congolais de l'oppression yankee ; rompre définitivement avec les traditions rétrogrades et les aliénations politiques, économiques et philosophiques étrangères.* » (18) Théodore Bengila, le compagnon de lutte de Pierre Mulele, a remarquablement bien fixé le point de départ de l'insurrection populaire. «*Le pays est tombé entre les mains d'une caste qui ne cherche qu'à s'enrichir d'une manière scandaleuse, rapide, révoltante, impitoyable au détriment des intérêts réels du peuple qui continue à mourir de faim et à être privé de ses droits essentiels les plus élémentaires*». Après un quart de siècle de mobutisme, cette prise de position de 1963 étonne par sa clairvoyance. On ne saurait mieux décrire le fond commun de la démocratie néo-coloniale d'Adoula et de Tshombe (1961-1965) et de l'autocratie néo-coloniale de Mobutu (1965-?). La conclusion que formulait Bengila, elle non plus, n'a rien perdu de son actualité : «*Il va de soi que nos frères réformistes, traîtres, qui servent d'intermédiaires aux compagnies, sociétés capitalistes et qui constituent directement ou indirectement le support d'une politique étrangère quelconque, incompatible avec les intérêts nationaux, doivent subir les rigueurs de notre lutte d'affranchissement total, sous la direction d'un pouvoir populaire et démocratique.(...) C'est un leurre, voire une utopie que de croire que la décolonisation totale et réelle puisse se réaliser sans casse. L'histoire de l'humanité nous le prouve avec éloquence.*» (19) Sur le territoire où la révolution populaire établissait son pouvoir, des tribunaux populaires étaient organisés pour juger et, éventuellement, condamner à mort, les responsables du gouvernement, de l'administration, des forces de répression et du secteur économique qui avaient livré le Congo aux forces étrangères et persécuté, torturé et assassiné des nationalistes.

L'insurrection paysanne de 1964-1965 aurait triomphé sur tout le territoire national, sans l'intervention militaire de l'armée belge et des mercenaires sud-africains, allemands, espagnols, britanniques, soutenus par l'aviation américaine. Et à nouveau, on a vu accourir au Congo, du monde entier, la racaille fasciste, hurlant sa haine des nationalistes africains au nom... des droits de l'homme ! Le nazi Siegfried Müller, par exemple, affirme s'être rendu au Congo pour combattre les «*rebelles anthropophages*» (!) qui exterminaient «*l'élite congolaise. Leurs victimes étaient dépecées, éventrées, le coeur servant ensuite d'aliment rituel.*» L'ex-lieutenant de la Wehrmacht qui a participé à la campagne de Stalingrad, a voulu délivrer le Congo des «*fauves affamés de sang*».(20) Ainsi, les «*droits de l'homme pro-impérialiste*» ont, une troisième fois, servi de justificatif à des massacres à grande échelle, commis par les forces interventionnistes. Il s'agissait de priver le Congo de son indépendance et d'écraser dans le sang un pouvoir populaire naissant. Avec la franchise du tueur professionnel, le nazi Müller nous expose sa conception de la guerre au Congo: «*Ici, je considère comme ennemi tous ceux que je ne connais pas.(!) En brousse, il devient absolument indispensable de détruire physiquement l'adversaire.* » (21) Après la victoire sur l'insurrection paysanne, le chef des mercenaires-défenseurs des droits de l'homme, le colonel sud-africain Mike Hoare déclara : «*Tuer des communistes, c'est comme tuer de la vermine. Tuer des nationalistes africains, c'est comme tuer des animaux. Je n'aime ni les uns, ni les autres. Mes hommes et moi-même avons tué entre 5.000 et 10.000 rebelles congolais. Mais cela ne suffit pas. Il y a 14 millions de Congolais, vous savez, et je suppose qu'environ la moitié d'entre eux ont été des rebelles.*» (22)

1.4. Démocratie néo-coloniale et dictature néo-coloniale

Au moment même où la révolution populaire se développait au Congo, le gouvernement néo-colonial convoquait, du 10 janvier au 10 avril 1964, une commission constitutionnelle à Luluabourg, comprenant, outre des délégués des provinces, des responsables des syndicats «libres», des employeurs et de la jeunesse. Les travaux de Luluabourg donnaient, pour la première, un cadre constitutionnel congolais à la démocratie parlementaire opérant dans les limites de la dictature néo-coloniale. L'essence de cette constitution **(23)** était la dictature exercée par l'impérialisme et la grande bourgeoisie compradore. «*Les droits de propriété, qu'ils aient été acquis en vertu du droit coutumier ou du droit écrit, sont garantis conformément aux lois nationales*» (article 43).

Cette grande bourgeoisie se réservait le droit d'instaurer un régime militaire, dès que ses intérêts étaient menacés. «*Lorsque (...) le fonctionnement régulier des institutions de la République ou d'une province est interrompu, le Président de la République proclame l'état d'urgence. Il prend alors les mesures urgentes nécessaires pour faire face à la situation.*» (article 97) Il faut dire qu'au moment de la rédaction de ce texte, la province du Kwilu vivait sous l'état d'exception, instauré le 18 janvier 1964 : c'était le retour de l'autocratie léopoldienne avec un commissaire extraordinaire détenant les pouvoirs civils et militaires et des cours martiales passant immédiatement par les armes les condamnés à mort.**(24)** Ce régime s'étendit bientôt sur la majeure partie du territoire national. L'armée néocoloniale, entraînée à partir de 1963 par des officiers belges, américains, israéliens et italiens, protégeait par la terreur les intérêts belges et ceux de la grande bourgeoisie congolaise.

La constitution dénia, bien sûr, à la population le droit à l'autodéfense. «*Nul ne peut organiser des formations militaires, paramilitaires ou des milices privées, ni entretenir une jeunesse armée ou subversive.*» (article 159)

Dans ce cadre de la dictature néo-coloniale, la constitution accordait les droits traditionnels de la démocratie bourgeoise aux citoyens. «*La liberté de presse est garantie à tous les Congolais.*» (article 26) A condition, évidemment, qu'ils en aient les moyens financiers et qu'ils ne «profitent» pas de la «liberté» pour fomenter une rébellion contre l'ordre établi. «*Tout Congolais a le droit de créer un parti politique ou de s'y affilier.*» (article 30) A condition que ce parti accepte d'opérer dans les limites de l'ordre néo-colonial.

Puis, comme toutes les constitutions bourgeoises, celle de Luluabourg comptait maintes stipulations hypocrites qui seront foulées aux pieds dès que les intérêts de la grande bourgeoisie et de l'armée l'exigeaient. «*Toute personne a droit au respect et à la protection de sa vie et à l'inviolabilité de sa personne*». (article 14) Mais bientôt les mercenaires et les tueurs de l'ANC massacraient à coeur joie. «*Aucune troupe étrangère ne peut occuper ni traverser le territoire de la République si ce n'est en vertu d'une loi nationale*», (article 162) Mais bientôt le colonel Vandewalle commandait l'Armée «Nationale» Congolaise et les mercenaires sud-africains se comportaient, de l'aveu du major Müller lui-même, «*comme des soldats en pays ennemi*» (!)**(25)**

Après le coup d'Etat de Mobutu, le 24 novembre 1965, la grande bourgeoisie compradore du Congo, divisée jusqu'alors dans de nombreuses fractions constituant des entités politiques différentes, se regroupa, bon gré mal gré, au sein du MPR. La nouvelle constitution de Mobutu, soumise au référendum le 24 juin 1967, ne se distinguait pas fondamentalement de celle de Luluabourg. Il y eut tout au plus un réaménagement, au sein de la classe politique néo-coloniale régnante, pour donner une plus grande stabilité au régime. Le Président de la République concentrait désormais des pouvoirs qui étaient, auparavant, du domaine du premier ministre et du gouvernement. La grande bourgeoisie mettait fin à ses luttes de fraction ouvertes : «*Il ne peut être créé plus de deux partis dans la République*» (article 4)**(26)**

La constitution de Luluabourg et celle de Mobutu sont issues du même milieu politique. Les deux documents expriment les intérêts de la même classe sociale et de ses protecteurs étrangers. Tshisekedi

a participé en tant que technicien à la rédaction de la constitution de Luluabourg ; il est l'auteur principal de la constitution de Mobutu. A Luluabourg, la commission constitutionnelle a été présidée par Joseph Iléo, assisté de M. Lihau. Les hommes forts du «syndicalisme libre» y ont joué un rôle important : Bo-Boliko, Kithima et Siwa. Bomboko et Takizala y ont pris longuement la parole. Nous retrouvons tous ces hommes à des positions dirigeantes du MPR lors de son premier congrès, le 21 -23 mai 1972.(27)

1.5. La démagogie révolutionnaire et démocratique de Mobutu

Le coup d'Etat de Mobutu, le 24 novembre 1965, fut le couronnement de l'action armée, entreprise essentiellement par les mercenaires sud-africains, les gendarmes katangais et les armées belges et américaines pour «pacifier» le Congo. Contre des paysans et des ouvriers armés de lances, de machettes et d'arcs, les armes à feu les plus modernes, y compris celles de la force aérienne, ont été utilisées. Les forces nationalistes et révolutionnaires, qui représentaient les intérêts des paysans, des travailleurs et des patriotes, ont été noyées dans le sang. Mais à peine les classes travailleuses furent-elles soumises, à peine les organisations révolutionnaires détruites, que Mobutu s'appropriait une grande partie de leur discours révolutionnaire, afin de compléter la terreur politique par la mystification et la démagogie politiques. Ne disposant d'aucune organisation révolutionnaire authentique, le peuple pouvait difficilement percer la supercherie. Le Manifeste de la N'sele, manifeste du MPR proclamé le 20 mai 1967, affirme d'emblée : *«Depuis le 25 novembre 1965, une révolution digne de notre grande nation s'opère au Congo. La révolution congolaise est révolutionnaire par la volonté de s appuyer sur la population (...) Il s'agit d'une révolution vraiment nationale, nourrie par l'expérience».* (28) (Il faut le faire ! Après avoir recouru aux troupes étrangères pour écraser dans le sang la plus grande insurrection populaire de l'Afrique post-indépendante !) Mobutu, l'homme qui renversa le gouvernement nationaliste de Lumumba par son premier coup d'Etat du 14 septembre 1960, l'homme de la CIA et le porte-parole des intérêts belges et américains, pérorait sur le nationalisme congolais : *«Pour nous, les mots colonialisme, néo-colonialisme, impérialisme et autres néologismes qui gardent tout leur sens ailleurs, ont disparu de notre langage. Car nous pouvons le dire, militantes et militants, au Zaïre, nous sommes complètement maîtres de nos destinées.»* (29) Mobutu, le principal responsable de l'assassinat de Lumumba, l'homme qui a fait abattre des dizaines de milliers de paysans lumumbistes, s'efforça de détourner l'héritage de Lumumba au profit de la dictature néo-coloniale qu'il venait d'instaurer: *«Gloire et honneur, s'écria Mobutu, à cet illustre Congolais, à ce grand Africain, premier martyr de notre indépendance économique : Patrice Emery Lumumba. Parce qu'il avait compris que l'indépendance politique ne vaut rien si elle ne repose pas sur une véritable indépendance économique (...) parce que son discours sonnait le glas du colonialisme, Lumumba tomba, victime des machinations colonialistes.»* (30)

Les masses populaires étant défaites et leurs organisations révolutionnaires éliminées, Mobutu pouvait instaurer une forme de démocratie assez large parmi toutes les forces bourgeoises et rétrogrades qui acceptaient de situer leur activité dans le cadre du MPR, structure garantissant les intérêts, tant des multinationales, que de la grande bourgeoisie compradore et bureaucratique. Aussi, Mobutu pouvait-il dire aux centaines de participants au congrès du MPR, en 1972 : *«Vous êtes démocrates, par cela même qu'au sein de ce congrès, ou à l'assemblée nationale, ou dans les instances du parti, vous exercez la démocratie en vous exprimant librement.»* (31) Les différentes fractions bourgeoises et petites-bourgeoises, qui s'exprimaient de 1961 à 1965 à travers les multiples partis politiques, pouvaient désormais se faire entendre à l'intérieur des structures du MPR, devenu, de fait, le parti néo-colonial unique.

2. Néo-colonialisme et accentuation du sous-développement (1965-1990)

Après le coup d'Etat du 24 novembre 1965, et surtout depuis la création du MPR, le 20 mai 1967, la grande bourgeoisie zaïroise a connu une décennie d'ordre et de stabilité, interrompue seulement par quelques luttes importantes mais locales et de courte durée, comme la révolte des étudiants de Lovanium et le massacre de cent étudiants en suivit, le 4 juin 1969. Profitant d'une conjoncture

internationale favorable et de prix du cuivre assez élevés, la grande bourgeoisie avait de l'argent à dispenser. Et comme l'Occident avait des pétrodollars à recycler, les multinationales se pressaient à Kinshasa avec des projets gigantesques, futuristes et dispendieux.

Entre 1965 et 1977, tous les grands projets, sources de profits fabuleux pour leurs promoteurs, monuments surréalistes sans utilité pour le développement du pays, passaient par la Présidence et le Bureau de la Présidence. Le 22 décembre 1965 déjà, juste après son arrivée au pouvoir, Mobutu lançait le projet de la sidérurgie de Maluku. Dix ans plus tard, on aura dépensé 1,5 milliard de FF... et les portes de Maluku seront fermées. Suivait l'épopée d'Inga. La construction de barrages et de centrales électriques sur le site d'Inga demanda 1,3 milliard de FF pour Inga I, lancé en 1971 ; Inga II aura coûté 4 milliards de FF en 1983 et, à la même date, la ligne de haute tension Inga-Shaba a exigé une dépense de 7 milliards de FF. A ce moment, la ligne fonctionnait à 10 % de sa capacité. D'autres projets énormes, tout aussi démesurés et sous-utilisés, seront réalisés, comme la *Voix du Zaïre*. Plus de la moitié de la dette zaïroise provient de ces folies, les projets liés à Inga comptant à eux seuls pour 26 %. Les multinationales européennes ont encaissé l'argent, Mobutu et son entourage ont volé de l'argent à pleines mains. Le peuple zaïrois paye à longueur d'années le principal et les intérêts qui, de rééchelonnement en rééchelonnement, ne font que gonfler...**(33)** La Banque mondiale note en 1982 : «*Entre 1972 et 1974, le Zaïre a contracté de lourds emprunts extérieurs, dont un grand nombre à des conditions peu favorables et pour des projets d'un intérêt douteux. (...) Plus de la moitié de la dette zaïroise en cours résulte des décisions en matière d'emprunt prises pendant cette période. Au cours des sept dernières années, le complexe Inga-Shaba a absorbé environ 3,2 milliards de dollars (prix de 1980).* » **(34)** Mais toute l'industrie du Shaba ne pourra, à terme, absorber que 20 % de la production d'électricité d'Inga... Au même moment, 98 % de la population zaïroise reste privée d'électricité ! **(35)**

A partir de 1976, la corruption, la gabegie, les escroqueries accompagnant cette «*politique d'industrialisation et de développement*» initiée sous le mot d'ordre «*pour l'indépendance économique, en avant*», commençaient à inquiéter les milieux occidentaux. La lutte armée lancée contre le régime en 1977, au Shaba, renforçait ce sentiment. En 1976 et 1977, le FMI avait déjà aidé à mettre au point un «*plan de stabilisation*». En 1977, le ministre des Affaires étrangères belge, Henri Simonet (PS), dirigeait l'élaboration d'un *plan de relance* ; et, à partir de la fin des années soixante-dix, de programmes de réajustement en scénario de relance, le FMI ne lâcha plus le Zaïre. Aujourd'hui le constat suivant s'impose: un quart de siècle de domination impérialiste absolue et presque sans opposition organisée, un quart de siècle de dictature au service de ces intérêts étrangers, ont complètement ruiné le peuple congolais.

2.1. La situation : comme si la guerre civile avait fait rage depuis 20 ans...

Les témoignages alarmants sur la destruction d'une nation et la dégradation physique et morale de tout un peuple, ne manquent pas. Mais on pourrait leur objecter un ton trop subjectif. Nous recourons donc à la lecture des rapports arides de la Banque mondiale pour dresser un tableau de la misère du peuple zaïrois. Les chiffres peuvent changer d'une source à l'autre, mais ils indiquent tous, invariablement, une situation qui va de mal en pis d'année en année. «*L'absence de données fiables reste un sérieux problème au Zaïre (...). Les statistiques de la comptabilité nationale ne sont que des estimations approximatives.* » **(36)** Les sources les plus fiables sont celles que monopolisent le FMI et la Banque mondiale «*for official use only*». Introduisons donc le tableau de la misère d'une nation, par une réflexion qui était assurément faite «*for official use only*». Dans un langage ésotérique, il est dit que le pays ou règne Joseph Mobutu, le pacificateur, se trouve dans une situation tellement désastreuse qu'on jurerait que la guerre civile y fait rage depuis 20 ans. «*Bien que le Zaïre était au cours des années 70, un des pays les plus stables politiquement en Afrique, l'impact combiné de facteurs internes et externes fut tel que la performance de son économie se rapproche de celle de pays qui ont été sévèrement affectés par des conflits civils et/ou par une instabilité politique aiguë.* » **(37)**

Production minière. Le secteur minier domine de façon dangereuse l'économie zaïroise : il fournit 85% des recettes en devises et 25% des recettes fiscales. Ses points forts sont le cuivre, le cobalt et le

diamant. Depuis 1975, on note «une baisse de la production et de la productivité et une décapitalisation croissante de toutes les sociétés minières» (38). La dépendance de quelques matières premières, loin de diminuer, s'accroît. «Au niveau de la production, la part du secteur minier est passée de 12 à environ 29 % du PIB de 1980 à 1985» (39). Le régime de Mobutu a parasité la Gécamines, hypothéquant encore plus lourdement l'avenir du pays. Lorsque le prix du cuivre a connu une hausse en 1987-1989, la Gécamines ne pu en tirer que peu de profit, à cause de ses installations vétustes et du délabrement du système de transport. A moyen terme, les revenus de l'Etat provenant du cuivre, connaîtront une forte baisse.(40)

Production manufacturière. En 1982, la production du secteur manufacturier se chiffrait à 63 % de ce qu'elle était en 1974. L'industrie de consommation ne livrait plus que 60,3% de sa production de 1974 ; la fabrication de machines et d'équipements était tombée à 69,4 % (41). Le secteur manufacturier emploie 160.000 personnes en 1982, soit 22 % de l'emploi du secteur moderne. Il réalise 5 % du Produit Intérieur Brut en 1985, un pourcentage qui est un des plus faibles en Afrique subsaharienne. Deux tiers de l'emploi de ce secteur sont concentrés à Kinshasa et à Lubumbashi. (42)

Transports. Les transports de passagers (nombre de personnes et kilomètres parcourus) ont aussi connu une chute entre 1975 et 1982 : l'ONATRA ne sauve que 61,9 % de ses activités, les chemins de fer (SNCZ) 56,1 %. Seul le transport pour les couches aisées se développe : Air Zaïre atteint l'index 118,3. (43) La Banque mondiale écrit en 86: «Depuis plus d'une décennie, l'infrastructure des transports se détériore faute de fonds suffisants pour assurer l'entretien et les investissements voulus» (44). Et le Commissaire d'Etat au Plan, Sambwa Pida Nbagui, parlait le 21 mai 1987 de «l'état de dégradation alarmant» constaté à la Société Nationale des Chemins de Fer du Zaïre, à l'Office National des Transports (ONATRA) et à l'Office des Routes. (45)

Industrialisation. La formation de capital constant est restée toujours très faible, ce qui montre que le pays n'arrive pas du tout à s'industrialiser. L'investissement brut en capital constant déclinait de 32,1 % du Produit Intérieur Brut en 1972, jusqu'à 21,6 % en 1982 (46). La Banque mondiale ajoute encore que ces chiffres «doivent être utilisés et interprétés avec prudence». Selon une dernière étude de la Banque (1989), l'investissement brut a varié entre 10,9 et 13,9 % du Produit Intérieur Brut au cours de la période 1983- 1989.(47) L'équipement importé augmente légèrement, en prix constants, entre 72 et 82 : de 241,7 millions de zaïres à 283,8 millions. Mais l'équipement produit au Zaïre n'atteint que 5 % de ce montant : 13,0 millions en 72 et 11,7 millions en 82. (48) La capacité d'auto-industrialisation est pratiquement nulle. Le FMI affirme que sa politique de libéralisme sauvage sauvera le Zaïre. Or, l'investissement privé qui est à un niveau ridiculement bas depuis de longues années, chute encore de 7 % du PIB en 1988-1989 à 4 % en 1990.(49) L'investissement direct étranger est tombé à zéro pour toute la période 1988-1990. (50)

Agriculture. Les discours démagogiques sur «la priorité à l'agriculture» n'arrivent pas à cacher la dégradation continue de la situation dans les campagnes (75% de la population). «Au cours de la période 1972-1980, la production agricole a baissé d'environ 10%» (51). L'agriculture ne reçoit que 4,2% du budget d'investissement et 2,3 % du budget ordinaire en 1983 (52). Sur un budget d'investissement de 460.842 millions de zaïres pour 1988, 17.937 sont alloués à l'agriculture; dans le budget des dépenses courantes qui est de 152.777 millions de zaïres, 490 sont attribués à l'agriculture, à comparer avec les 553 destinés à la... Jmpr ! (53) Chaque nouveau plan de la Banque mondiale et du FMI promet une revalorisation de l'agriculture, mais le dernier bilan de 1987 n'est que la répétition de tous les précédents. «En 1986, les dépenses du budget d'investissement (pour les projets de l'agriculture et des secteurs sociaux) ne furent que de 1 milliard de zaïres, comparé aux 3,2 milliards du budget de départ» (54). D'après les prévisions des experts du FMI, la libéralisation des prix et la diminution des droits d'importation devraient sauver les paysans. Or en 1985, la moitié des paysans ne savaient pas que le système des prix fixes imposés avait pris fin depuis deux ans : les commerçants empochaient tous les bénéfices de la hausse des prix. Et la progression de l'importation de viande (de l'Afrique du Sud !) «a contraint un grand nombre de petits producteurs à cesser leurs activités» (55).

Autarcie. Dans le Produit National Brut, la consommation privée traditionnelle comptait pour 10,2 % en 1972 ; dix ans plus tard, elle atteignait 26 % du PNB. Sur la même période, la consommation privée, qui passait par les canaux commerciaux, diminuait de 46,0 % à 32,7 % du PNB. (56)

Emploi. En juillet 1984, le Zaïre comptait 29,7 millions d'habitants avec un accroissement naturel annuel de 3,2 %. La population urbaine qui se développe à un rythme de 7,5 % par an, atteignait 40 % du total. 46 % de la population a moins de 15 ans. (57) *«La force de travail urbaine est estimée à environ 4 millions, dont 1 million seulement sont occupés dans le secteur formel. Entre 1970 et 1983, le nombre de travailleurs enregistrés s'est accru d'environ 800.000 jusqu'à 1 million ; l'augmentation se situant uniquement dans le secteur public. Le secteur privé a noté une légère diminution. La plus grande partie de la force de travail dépend d'emplois dans le secteur informel urbain.»* (58) Le plan du FMI de 1983 a conduit à des licenciements massifs dans le secteur public, qui perdait, en une année, 10 % de ses salariés (441.121 en 1982 et 400.000 à la mi-1984). (59) En 1988-1989, le nombre de fonctionnaires a diminué à nouveau de 40.000, dont beaucoup d'enseignants.

Qualification. D'après la Banque mondiale, seuls 35 % des enseignants des écoles primaires et 40 % de ceux des écoles professionnelles et techniques, sont qualifiés. Et de proposer des programmes de formation ! (60) Après l'école, l'enseignant doit chercher de quoi se nourrir : comment pourrait-il passer son temps en *recyclage* ! L'enseignement continue à se dégrader. *«Le recul qualitatif et quantitatif de l'éducation pèsera lourdement sur la croissance de l'économie»*, doit reconnaître la Banque mondiale en 1989. (61)

Salaires. Le salaire réel dans l'administration a chuté de l'index 100, en 1975, à l'index 20,8, en 1982. Le salaire légal minimal, quant à lui, a évolué, en termes réels, de 100 à 9,6, sur la même période. Dans le secteur privé, le salaire réel de 1982 atteint 42,8 % de son niveau de 1975. (62) En avril 1984, le salaire d'un agent auxiliaire, deuxième classe, dans l'administration publique, était de 280 zaïres. Un secrétaire général de l'administration touchait officiellement 12.000 zaïres. Le coût moyen d'un technicien étranger était, en juin 1984, de... 208.672 zaïres (5.957,9 dollars) ! (63) La Banque mondiale : *«L'INS estime que le budget moyen qu'une famille de 6 personnes doit consacrer à la nourriture au début de 1984, monte à 3037 zaïres, tandis que le salaire mensuel de base d'un fonctionnaire de l'échelon intermédiaire est de 750 zaïres.»* (64) *«Les "solutions personnelles" pour compenser le pouvoir d'achat déclinant, comprennent le vol, la corruption, la spéculation, la falsification de documents et des activités parallèles.»* (65) Pour amener un travailleur dans son entreprise, l'employeur doit en général lui payer les frais de transport, de nourriture et parfois de logement : le salaire monétaire ne représente que 40 % de la rémunération totale. (66)

Santé et Education. De 1976 à 1982, le gouvernement dépensait pour la santé en moyenne... 3 zaïres par personne. (67) Un plan quinquennal pour la santé, 1982-1986, prévoyait la création de 140 zones de santé rurales, mais le budget de 1984 réservait 10 zaïres par personne au lieu des 70 zaïres nécessaires pour financer le programme des zones de santé ! (68) *«Au Zaïre, le service des eaux est parmi les moins développés du monde. 5 % seulement des populations rurales ont une possibilité raisonnable d'accéder à des sources permanentes d'eau potable.»* (67) La malnutrition est devenue un problème grave, le kwashiorkor se développe, des maladies pratiquement disparues depuis de longues années, reprennent de l'extension. D'après une étude de la Banque mondiale, la malnutrition par carence protéique, aggravée par le manque d'eau potable, l'absence d'un système d'élimination des eaux usées et l'érosion du sol, se répand rapidement au Kivu, à Kinshasa et dans le Bas-Zaïre. (69) La malnutrition touche 20 à 40 % des enfants. Les maladies intestinales, surtout parasitaires, affectent 80 % de la population. *«La situation sanitaire du Zaïre apparaît beaucoup plus précaire que dans les pays à faible revenu en général»* (70). Malgré tous les avertissements dans tous les rapports de la Banque, la santé des travailleurs zaïrois se dégrade d'année en année. La Banque écrit en 1989 : *«La dégradation en matière de santé publique menace la productivité de la population ; la situation déjà critique risque d'être aggravée par l'incidence du sida. Certains groupes — travailleurs perdant leur emploi, femmes et enfants des milieux défavorisés — ne peuvent faire face à leurs besoins sociaux immédiats.»* (71)

La Banque mondiale constate une détérioration continue de l'infrastructure médicale, *«l'exode continu du personnel médical quittant l'intérieur du pays, un épuisement critique de médicaments et de fournitures médicales (...); les services médicaux (hôpitaux, cliniques et dispensaires) ont soit dû être fermés, soit n'ont pas pu opérer pleinement»*. L'agence qui distribue les produits pharmaceutiques estime qu'elle ne peut satisfaire que 10 à 40 pourcent des besoins... et que 20 % de ses livraisons "disparaissent" par suite de vol ou de casse. (72) Depuis 1982, la situation n'a cessé de se dégrader. L'éducation et la santé ensemble recevaient moins de 5 % du Programme d'Investissements Publics de 1979-1981 et 1981-1983 et moins de 4 % de celui de 1983-85 (73). Mais même ces projets ne furent pas tous réalisés. Faisant le bilan en 1986, la Banque mondiale écrira : *«Dans d'autres secteurs, en particulier ceux de la santé et de l'éducation, de nombreux projets du PIP n'ont pas bénéficié d'un financement suffisant du fait des coupes sombres effectuées dans le budget d'investissement»* (74). En 1982, cinquante pourcent des écoles primaires disposaient de bâtiments inadéquats ; 80 % des élèves devaient s'asseoir par terre. Le manque de fournitures scolaires (livres, tableaux) fut déjà jugé critique. (75) Un jeune enseignant du primaire ou du secondaire gagnait entre 142 et 436 zaïres. (76) Les enseignants s'absentent souvent pour trouver de quoi nourrir leur famille ou exigent que les élèves leur apportent un peu d'argent.

Inflation. Le zaïre-monnaie continue sa chute libre depuis 1978. Du 1er novembre 78 au 12 septembre 83, une érosion graduelle diminuait la valeur du zaïre de 96,5 %. Le 12 septembre 83 : coup de buttoir d'une dévaluation de 77,5 %. De septembre 83 à avril 87 : nouvelle érosion lente de 75 %. Sur l'ensemble de cette période, la valeur du zaïre a été entamée d'environ 99,3 pourcent.

1975	1 zaïre = 2,000 dollars
1978	1 zaïre = 1,190 dollar
24 août 1979	1 zaïre = 0,490 dollar
19 juin 1981	1 zaïre = 0,170 dollar
12 sept. 1983	1 zaïre = 0,040 dollar
11 mars 1985	1 zaïre = 0,021 dollar
24 avril 1987	1 zaïre = 0,010 dollar
1 février 1988	1 zaïre = 0,0074 dollar
22 avril	1 zaïre = 0,0056 dollar

Sur toute l'année 1988, le taux d'inflation était de 94 %. Et si fin 1983, on déboursait 31,5 zaïres pour un DTS, fin 1988, il en fallait 368 et il en faut 634, fin 1989.(77)

Par tous ces chiffres, la Banque mondiale doit avouer que chaque année, des dizaines de milliers d'enfants, d'hommes et de femmes meurent *bêtement* au Zaïre. Et ici, il n'est pas question de *droits de l'homme*. Ici, on parle de *«la nécessité des sacrifices»*, du respect des principes sacrés du marché libre et du libéralisme économique...

2.2. Les causes

2.2.1. La domination impérialiste

Les rapports et les mémorandums du FMI et de la Banque mondiale, consacrés au Zaïre, contiennent assez de chiffres et de données pour qu'on ne puisse pas se tromper sur les vrais responsables de la désertification économique et sociale du pays : l'impérialisme international et la bourgeoisie

compradore locale. Mais derrière les «*déséquilibres*», les «*contraintes internationales*» et les «*faiblesses de gestion*», le FMI et la Banque mondiale n'indiquent jamais des forces sociales responsables de l'étranglement de tout un peuple.

La domination du Zaïre par le grand capital international est la cause fondamentale de la crise sans précédent que connaît le pays, crise qui s'approfondit à coups de «*plans de sauvetage*». Le contrôle étranger se manifeste dans le véritable protectorat sur le Zaïre, instauré par le FMI et la Banque mondiale, agissant pour le compte de huit pays industrialisés (Belgique, USA, France, Allemagne de l'Ouest, Italie, Angleterre, Japon, Canada). De 1978 à 1983, on a organisé trois conférences ad hoc à Bruxelles, cinq réunions du Club de Paris et quatre réunions du groupe consultatif de la Banque mondiale pour le Zaïre. **(78)** De 1984 à 1987, la Banque mondiale a réalisé 16 études sur des sujets aussi vastes que les investissements publics, les entreprises parastatales, le marché du crédit, le secteur agricole, l'industrie minière, l'industrie de transformation, etc. **(79)** Les documents du FMI et de la Banque mondiale ne cachent guère le fait que l'élaboration de la politique économique et financière du Zaïre est devenue, en grande partie, leur domaine. Ainsi, on pouvait lire en 1982: «*Avec le concours de la communauté internationale (organisations internationales comprises), des progrès considérables ont déjà été accomplis en ce qui concerne la définition des mesures de politique générale nécessaires pour assurer la relance et le Zaïre a déjà annoncé un certain nombre de décisions appropriées.* » **(80)** En 1986, la Banque mondiale réclame la création d'«*un organe permanent de coordination entre le Zaïre et ses partenaires internationaux*» ; se réunissant chaque trimestre, il devra «*recommander les ajustements jugés nécessaires par les participants.*» **(81)** Ainsi la crainte de Patrice Lumumba de voir le Congo tomber sous une tutelle internationale s'est pleinement réalisée. Aussi Sambwa Pida Nbagui, le Commissaire d'Etat du Plan, se félicitait-il en '87 de ce que la situation «*a obligé le Conseil Exécutif, la Banque mondiale et le FMI à concilier leurs points de vue dans un document-cadre de politique économique couvrant non pas le court terme, mais une période suffisamment étendue.*» **(82)**

Mais, l'impérialisme intervient aussi directement dans la gestion économique pour mettre en oeuvre la politique générale adoptée et ceci à travers *l'assistance technique* qui est parachutée dans les ministères et les entreprises publiques. Toutes les réformes, imposées les dernières années par le FMI, ont pour but de renforcer le rôle du capital international au Zaïre. La structure de l'industrie au Zaïre n'a guère changé depuis l'indépendance ; il n'y a pas eu d'investissements importants dans des branches nouvelles à part celle du pétrole (11.418.179 barils en 1987) et les entreprises existantes n'ont pas été renouvelées. Le secteur de l'exploitation du cuivre et du cobalt, peu rentable, a été laissé à l'Etat zaïrois mais la Société Générale de Belgique a continué à monopoliser les profits, grâce au raffinage et à la commercialisation. Actuellement, le grand capital international, essentiellement belge, cherche les modalités qui lui permettront de réinvestir de façon profitable la Gécamines ; la préparation de cette reconquête est déjà bien avancée. Le secteur de l'industrie textile (28.000 travailleurs avec les industries connexes) est entièrement sous contrôle étranger. «*La direction de toutes les entreprises est entre les mains d'expatriés.* » **(83)** Toute la politique de la Banque mondiale et du FMI tend à renforcer la confiance du secteur privé, qui est essentiellement étranger : l'autorisation de transférer les dividendes à l'étranger depuis 1984, la révision du Code des investissements, la signature d'un traité d'investissements bilatéral avec les Etats-Unis. «*Les mesures de libéralisation prises ces dernières années soulignent la reconnaissance croissante du Gouvernement de l'importance des forces du marché, des signaux des prix et de l'initiative privée.* » **(84)** A une réunion récente du Groupe Consultatif sur le Zaïre, Sambwa Pida Nbagui a apporté «*la confirmation d'une option irrévocable pour la libéralisation de l'économie en vue d'attirer les capitaux privés internes et externes.*» Il y a annoncé la privatisation de certaines entreprises publiques et la transformation de certaines dettes en prises de participation dans les sociétés contrôlées par l'Etat zaïrois. **(85)** En 1989, quatre entreprises publiques ont été liquidées (Somido, Somika, Codaik et Sotexo), la privatisation partielle de cinq entreprises publiques a été entamée (Sosider, ONPTZ, Kisenge, Forescom et Coton-Zaïre) et la privatisation totale de huit entreprises est à l'étude.**(86)**

2.2.2. Les dettes : l'emprise des banques internationales

Au 31 décembre 1983, la dette extérieure se chiffrait à 4,610 milliards de dollars. Près de la moitié — 2,075 milliards (ou 45,0 %) — était constituée d'anciennes dettes rééchelonnées ou d'intérêts non payés et capitalisés. **(87)** Au 30 juin 84, ces intérêts capitalisés seuls constituaient 17,2 % de la dette ou 0,758 milliard de dollars. **(88)** D'après Sambwa Pida Nbagui, la dette extérieure en cours atteignait 6,30 milliards de dollars au 31 décembre 86. **(89)** Le Zaïre devait déboursier sur une période de 5 ans, de 1979 à 1983, un montant de 1,707 milliard de dollars pour les intérêts et 1,871 milliard pour le remboursement du principal. Au cours de cette même période, le Zaïre a reçu 1,183 milliard d'emprunts nouveaux. La perte de capitaux aurait été de 2,268 milliards sans les rééchelonnements d'usage... Aussi, au cours de ces cinq années, on a dû rééchelonner des dettes pour un montant de 3,120 milliards de dollars... **(90)** Sur 60 % de ces dettes rééchelonnées, les taux d'intérêt à payer dépassaient les 10 %. **(91)** Fin décembre 1987, la dette a atteint 6,9 milliards de dollars. **(92)** Dans ses prévisions faites en 1985, la Banque tablait sur un rééchelonnement de 318 millions de dollars en 87; en réalité on a dû rééchelonner 688 millions sur un total de 790 millions dus pour l'année ! **(93)** A mesure que le temps passe, de rééchelonnement en nouveau rééchelonnement, la dette continue de gonfler automatiquement. En 1983, le service de la dette atteignait 35 % des revenus de l'exportation des biens et services; en 1985, le pourcentage était passé à 46 %. **(94)** En 1980, le service de la dette extérieure mangeait 22,4 % des dépenses inscrites au budget de l'Etat. On arrivait à 42,0 % en 84 et à 55,1 % en 85, année au cours de laquelle l'ensemble des dettes extérieures et intérieures ont accaparé 73,0 % des dépenses budgétaires. Sans rééchelonnement, le service de la dette de 1985 aurait dépassé tous les revenus budgétaires de l'Etat zaïrois ! **(95)** En 86, le service de la dette extérieure constituait 51,3 % des dépenses budgétaires ou 62,0 % des recettes publiques. **(96)** Pendant la période du plan quinquennal 1986-1990, le Zaïre doit payer 1,880 milliard de dollars d'intérêts et 3,219 milliards de remboursements, au total 5,099 milliards... **(97)** Un chiffre illustre bien la façon inexorable dont le pays tombe, par un automatisme créé par l'ampleur même de sa dette, dans une dépendance de plus en plus meurtrière vis-à-vis du capital bancaire international. «60 % du service dû en 1990 est attribuable au seul rééchelonnement de 1983.» **(98)** Pour l'année 1989, les chiffres officiels du montant de la dette extérieure varient de 6,09 milliards de dollars à 7,7 milliards ! Pour les années 1987, 1988 et 1989, le service de la dette en pourcentage des exportations de biens et de services est respectivement de 58,6 %, 53,0 % et 57,7 %. **(99)** Le Zaïre n'arrive plus à payer les intérêts et à rembourser le principal : les arriérés montent en 1988 à 842 millions de dollars **(100)**. Le FMI s'attend à ce que la situation se détériore encore plus en 1990-1991.

Payer les dettes, c'est rendre impossible tout développement économique autonome. Accepter le protectorat impérialiste, c'est voir le pays spolié, par le mécanisme du service de la dette, de ses maigres capitaux qui pourraient assurer un début de développement industriel national. Et un des soucis majeurs de tous les *plans de sauvetage* est précisément d'assurer le paiement des dettes extérieures.

2.2.3. La dégradation des termes de l'échange

L'impérialisme maintient le Congo-Zaïre, depuis son indépendance, dans le rôle de fournisseur de matières premières dont les prix sont fixés à un niveau excessivement bas par les interventions du capital international sur les marchés mondiaux. Voici les revenus essentiels que le Zaïre tire de ses produits d'exportation :

Année 1983, chiffres en millions de dollars

Cuivre	781,2
Pétrole brut	236,5
Diamant	138,9
Cobalt	121,4
Café	116,5

Ces cinq postes constituent 91,5 % des exportations. Le cuivre seul représente 51,2 %. **(101)** Dans l'ensemble, les prix des produits d'exportation connaissent une baisse constante depuis 1973 : la valeur par unité des produits importés, par contre, est en hausse régulière. Voici les variations du prix du cuivre zaïrois : **(102)**

1975	75,5
1976	85,5
1977	79,9
1978	83,4
1979	121,1
1980	133,2
1981	106,3
1982	90,3
1983	97,2
1984	91,5

Les termes de l'échange des produits exportés et importés au Zaïre ont varié de la façon suivante : **(103)**

1980	100
1981	84,2
1982	72,7
1983	69,0
1984	78,7

Les termes de l'échange auraient connu une légère amélioration en 85, mais Sambwa Pida Nbagui, le commissaire d'Etat au Plan, déclara le 21 mai '87 à Paris : «*Le Zaïre a enregistré une dégradation des termes de l'échange de 24 % en 1986*». Ainsi le Zaïre a enregistré en 1986 une moins-value de ses recettes d'exportation estimée à 400 millions de dollars, une somme égale à la moitié des recettes de l'Etat. **(104)** Restés bas en 1987, les termes de l'échange ont remonté en 1988 et 1989 pour atteindre le niveau de 1984, c'est-à-dire 80 % de l'index 1980. **(105)**

Le FMI avance de temps en temps quelques constats plaintifs sur «*l'environnement international défavorable*» du Zaïre. La dégradation des termes de l'échange exprime clairement la domination impérialiste sur l'économie du tiers monde. Le renversement de cette évolution n'est réalisable qu'en organisant la solidarité des pays du tiers monde sur une base anti-impérialiste sans équivoque. Au plan national, il exige un effort de développement industriel autonome qui s'appuie sur une mobilisation des facteurs nationaux : une transformation des matières premières au Zaïre et une diversification de l'industrie.

2.2.4. Une gestion qui amplifie la gabegie

Le FMI et la Banque mondiale pointent un doigt accusateur vers l'incapacité gestionnaire des hauts fonctionnaires et responsables économiques du Zaïre. Ajuste titre. Seulement, d'où vient cette incapacité ?

La classe des grands bourgeois liés à l'appareil de l'Etat et au capital étranger, est sortie du néant en une seule nuit. Quelques mois après l'indépendance, après l'écrasement des lumumbistes, le néo-colonialisme a hissé au sommet de la hiérarchie sociale, des petits commis noirs, sergents, capitaines, là où trônaient dans un passé fort proche, les grands chefs blancs. Ces gens se sont enrichis en un rien

de temps, grâce au pillage des caisses de l'Etat, aux détournements, à la corruption et à la fraude. Comment se tromper sur l'origine de cette *incapacité gestionnaire* des Zaïrois, dans un pays dont le président-fondateur dispose d'une fortune de 5 milliards de dollars planquée à l'étranger ? **(106)** Les problèmes de gestion sont déterminés par la nature de classe du système économique. Le système zaïrois est complètement dominé par le capital international et dirigé politiquement par une classe corrompue. Qu'est-ce qu'on veut gérer ? Et dans l'intérêt de qui ? La Banque mondiale notait en 1985 : «*A l'exception de la gestion de la dette extérieure, qui s'est améliorée à travers les années, la planification et le contrôle financier restent en général faibles.*» **(107)** Qu'est-ce qu'on gère ? Grâce à «*l'assistance technique*» du FMI et de la Banque mondiale, le Zaïre en est donc arrivé à bien gérer ses dettes, à bien gérer le drainage des richesses du pays vers les coffres-forts des créanciers étrangers.

En 1982, la Banque mondiale écrivait qu'il était difficile d'imaginer une baisse plus importante dans le revenu par habitant. Difficile à imaginer ? Huit années plus tard, cette baisse plus poussée des revenus est facile à constater : la malnutrition, la famine, les maladies, le chômage, l'analphabétisme... gagnent chaque année en ampleur. *Bien gérer* les dettes et les avoirs du capital étranger, revient à rendre impossible la bonne gestion des forces productives des paysans, artisans, petits commerçants. *Bien gérer* le Zaïre dans l'intérêt de l'impérialisme vorace, ne peut se faire qu'en foulant aux pieds les intérêts des masses populaires.

Au Zaïre, l'impérialisme se trouve dans une situation relativement difficile puisqu'il ne sait pas s'appuyer sur une grande bourgeoisie autochtone, ayant une expérience industrielle propre et acceptant, dans les grandes lignes, les règles du *clean capitalism*. Le FMI se plaint à longueur d'années que tout échappe à l'impôt, que le commerce illicite est en pleine floraison, que les dépenses de l'Etat ne sont pas contrôlées. Mais comment pourrait-il en être autrement puisqu'il s'agit là des moyens classiques avec lesquels les grands bourgeois bureaucratiques du Zaïre font leur beurre ? Le dialogue qui se déroule depuis une bonne dizaine d'années «*dans un climat de parfaite compréhension mutuelle*» entre le FMI, la Banque mondiale et les autorités zaïroises, a quelque chose de surréaliste. La grande bourgeoisie bureaucratique zaïroise dépend complètement de l'impérialisme et le capital financier international a besoin de l'appui de la classe dirigeante zaïroise pour appliquer *ses remèdes* : d'où leur parfaite compréhension... Seulement, l'objectif du FMI-Banque mondiale est d'imposer les règles d'un *clean capitalism* de facture libérale, pour s'assurer le paiement des dettes et pour créer des conditions profitables à l'investissement étranger. L'objectif de la bourgeoisie bureaucratique zaïroise est de protéger les sources traditionnelles de son enrichissement : la fraude, les détournements de fonds publics, la spéculation, la corruption, le vol, etc. De par ses intérêts propres, la grande bourgeoisie bureaucratique ne peut pas *mettre en application loyalement* les recommandations, plans, décisions auxquels elle souscrit sous injonction du FMI. Les frictions continueront entre ces deux forces sociales, la situation économique et sociale continuera probablement de pourrir jusqu'à ce qu'une intervention musclée de la population mette fin aux folies des uns et des autres. Chaque *Plan* imposé par les financiers étrangers comporte sa cargaison de mesures de rigueur, de contrôle, de vérification, etc. Mais deux, trois ans plus tard, les résultats concrets dénotent toujours les mêmes tendances : *le commerce illicite* continue à faire rage, «*21 % de toutes les importations dédouanées, le sont en franchise*», «*l'allocation des devises se fait de façon arbitraire et partisane*» et sert en partie à des opérations spéculatives, les recettes de l'Etat sont systématiquement surestimées, les dépenses sous-estimées, «*la majeure partie des revenus provenant du commerce en gros (...) et des revenus locatifs échappent à l'impôt*», etc. **(108)** Si la Banque mondiale peut féliciter les grands bourgeois bureaucratiques des «*mesures de libéralisation*» qu'elle a arrêtées, elle se voit obligée de constater à la même page l'«*application arbitraire de taxes et de règlements dans un environnement manifestement plus corrompu.*» **(109)**

Carences de gestion ? La plupart des observateurs de la réalité zaïroise sont d'accord sur les deux points suivants. D'abord, dans la masse zaïroise, on trouve d'innombrables génies de la gestion du secteur informel... Les Zaïrois sont devenus des génies de la débrouillardise, ils font preuve de beaucoup de talent pour assurer la survie de leur famille dans des situations catastrophiques. Ensuite, le Zaïre compte un grand nombre d'intellectuels très bien formés qui sont mis dans des situations où leurs talents ne peuvent pas être mis à profit : mal affectés par des bureaucrates du M.P.R., sous payés,

travaillant dans un environnement qui rend impossible l'obtention de résultats... Mais il faudra le renversement de la domination de l'impérialisme pour que les talents «gestionnaires» des masses populaires et des intellectuels puissent être mis pleinement en valeur au service d'un développement national.

3. Le Zaïre devant le choix : multi-mobutisme ou révolution anti-impérialiste

Parmi les financiers étrangers, l'opinion prévaut actuellement que la corruption, le parasitisme et le népotisme du régime de Mobutu empêchent désormais de faire des investissements rentables, sous des garanties suffisantes. Le régime de Mobutu qui a cautionné pendant trente ans le pillage du Congo par l'impérialisme, est devenu l'obstacle principal à l'exploitation rationnelle des richesses congolaises par les multinationales.

Désormais, la préoccupation essentielle du monde impérialiste est la recherche d'une solution néo-coloniale à la crise provoquée par l'effondrement du régime Mobutu auquel on assiste aujourd'hui au Zaïre. Il s'agit, pour l'impérialisme, de se débarrasser de Mobutu et de son entourage direct, tout en maintenant les structures essentielles du système néo-colonial en place. La *démocratisation* conçue par les puissances occidentales pour le Zaïre consiste à sauvegarder le personnel politique du MPR, tout en le complétant par des *opposants* à Mobutu et autres *lumumbistes* prêts à garantir les intérêts économiques et stratégiques du capitalisme international.

3.1. L'impérialisme et la démocratie

A l'heure actuelle, Mobutu parle à profusion de démocratie, de droits de l'homme et de multipartisme. Pour bien comprendre de quoi il est question, il importe de se rendre compte que dans la conjoncture internationale présente, l'impérialisme lance des offensives dévastatrices contre l'ensemble des pays du tiers monde au nom de *la liberté et de la démocratie*. Sous ce prétexte, il s'attribue un *devoir d'ingérence* comme à l'époque de la colonisation, au siècle passé.

Au nom de *la liberté et de la démocratie*, les forces fascistes et terroristes au service de l'impérialisme, mènent des guerres de basse intensité contre tous les mouvements révolutionnaires en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Cette stratégie a été élaborée par l'impérialisme américain, suite à ses défaites en Indochine et elle s'appuie sur une combinaison d'opérations clandestines de la CIA, d'actions répressives de la part de l'armée et des forces policières locales, d'actions terroristes exécutées par des groupes fascistes et des escadrons de la mort et, si nécessaire, elle aura recours aux forces spéciales américaines d'intervention rapide. Ainsi, au nom de *la liberté et de la démocratie*, les Contras ont assassiné 30.000 paysans et travailleurs au Nicaragua et la campagne de déstabilisation américaine a abouti à l'effondrement de la révolution sandiniste. Au nom de *la liberté et de la démocratie*, l'armée américaine a envahi le Panama pour y massacrer entre 4.000 et 7.000 personnes et ceci sans rencontrer une opposition sérieuse au niveau international.

Si la guerre de basse intensité a pour but d'éliminer toutes les forces anti-impérialistes conséquentes, la politique *des droits de l'homme et du multipartisme*, prônée par les Américains, vise à protéger et à développer les groupes politiques favorables au néo-colonialisme.

Le concept des *droits de l'homme*, dans le langage de l'impérialisme, sert essentiellement à protéger l'homme réactionnaire et pro-impérialiste. Lorsque des fascistes, des agents de la CIA, des réactionnaires et des éléments pro-impérialistes sont réprimés par des gouvernements progressistes, l'impérialisme vole à leur secours en agitant des *droits de l'homme*. Quand un gouvernement pro-impérialiste s'attaque à des opposants qui, cependant, ne constituent pas une menace pour l'ordre néo-colonial, l'impérialisme protège les victimes qu'il considère comme ses hommes de réserve. Ainsi, les Etats-Unis ont résolument défendu des «droits de l'homme» de M. Nguza Karl-I-Bond lorsque celui-ci fut condamné à mort par Mobutu.

Par contre, les révolutionnaires et anti-impérialistes conséquents, on peut les éliminer, massacrer, égorger au nom de la *lutte contre le terrorisme* et de la *lutte contre le totalitarisme communiste*. Ainsi, les Etats-Unis ont contribué, à l'époque, à éliminer Lumumba, Mpolo, Mulele, Yumbu et tant d'autres. Point de *droits de l'homme* de ce côté-là. Quant aux masses paysannes et travailleuses, ces *damnés de la terre* n'entrent nullement en ligne de compte pour le concept des *droits de l'homme* de l'impérialisme. Que l'exploitation éhontée fasse crever de maladie des millions de gens (20 % de la population des villes africaines mourront de sida dans les dix années à venir !) (110), fasse crever de famine des centaines de milliers d'êtres humains, cela n'émeut guère l'impérialisme. Ses politiciens prononceront quelques discours creux, mais n'y verront pas des crimes contre les droits de l'homme, organisés par le monde des affaires de l'Occident.

Le *multipartisme*, tel qu'il est prôné par le monde impérialiste, vise à assurer à la domination étrangère, des assises politiques plus souples, plus solides et plus faciles à manipuler. Au moment où il n'y a pas de danger direct d'une révolution populaire anti-impérialiste, l'Occident préfère un système politique où plusieurs partis bourgeois et pro-impérialistes rivalisent. En Argentine et au Chili, l'impérialisme a d'abord exterminé plusieurs dizaines de milliers de cadres et de militants de gauche; les structures révolutionnaires cassées, on peut à nouveau tromper les masses avec une *démocratie* dont les partis multiples sont financés par l'Occident. Sous condition de pouvoir marginaliser les forces politiques révolutionnaires, le multipartisme bourgeois est le système qui correspond le mieux aux intérêts occidentaux.

Le monopartisme mobutiste trouve son origine dans la répression des forces nationalistes au cours des années 1963-1966 et correspondait à la nécessité de souder les forces contre-révolutionnaires dans une situation politique qui restait instable. Mais ce parti unique aux mains d'une mafia insatiable, monopolisant non seulement la politique mais aussi l'économie, comporte de grands désavantages pour les multinationales. Le clientélisme, le népotisme, la corruption, le parasitisme (dépenses de luxe, fuite de capitaux) et le mépris de la compétence technique, tout cela nuit au développement d'un capitalisme «civilisé» fonctionnant selon des règles établies. En revanche, une concurrence entre plusieurs partis pro-impérialistes permettrait à l'impérialisme de critiquer et d'éliminer plus facilement les aberrations les plus criantes qui fusent dans tout système dépendant néo-colonial. Ce *multipartisme bourgeois* ne change rien de fondamental au sort des masses paysannes et travailleuses. La preuve en est la convergence qu'on a vue se dessiner ces dernières années entre le système monopartite du Zaïre et celui caractérisé par un multipartisme pléthorique du Sénégal.

3.2. *Le multipartisme de Mobutu*

Le 24 avril 1990, par un édit impérial, Mobutu a décrété la démocratie et le multipartisme. Suite à ce revirement — véritable coup de maître — des dizaines de partis politiques sont sortis du néant pour crier et hurler à qui mieux mieux : démocratie ! Démocratie ! Ceux qui se sont opposés de façon conséquente à l'impérialisme et à la dictature, sentent qu'ils se sont fait rouler. Et ils se rendent compte que la démocratie qu'on leur mijote, est la démocratie des barons du régime, que le multipartisme n'est rien d'autre que le multi-mobutisme. A l'heure actuelle, tout le renouveau qu'orchestre Mobutu, consiste à remplacer la dictature pro-impérialiste par la démocratie pro-impérialiste. Or, aussi longtemps que durera la mainmise de l'impérialisme sur le Zaïre et aussi longtemps qu'existera une classe de grands bourgeois noirs, inféodés aux intérêts occidentaux, le peuple, c'est-à-dire les ouvriers, les paysans, les petits fonctionnaires, les enseignants et étudiants, subiront l'oppression et l'exploitation, bref, la dictature. Le renouveau de Mobutu a pour but principal de maintenir cette dictature et cette exploitation.

Mais alors, où sont le changement et le renouveau ? La classe des grands bourgeois noirs, ayant les barons du régime à leur tête, a exercé depuis 1965 sa dictature contre le peuple travailleur. Elle a amassé des richesses en exploitant les ouvriers et les paysans et en les pillant par les impôts et les dévaluations. Mais au sein même de cette classe de grands bourgeois a été instauré, à partir du milieu des années soixante-dix, un règne arbitraire, le pouvoir despotique et autocratique de Mobutu. Le

renouveau actuel consiste essentiellement à remplacer cette dictature, cet arbitraire à l'intérieur de la classe bourgeoise, par la démocratie pour les différentes fractions bourgeoises. Aujourd'hui, Mobutu accorde gracieusement la démocratie à tous les barons de son régime : «*Que tous les voleurs et pillards que j'ai réunis autour de moi, se battent désormais pour leur propres intérêts, que chaque baron déploie son propre programme, ensuite, nous redistribueront les cartes entre nous et entre nos semblables et nous verrons quelles fractions s'imposeront.* »

La démocratie, pour quelle classe? Ce que Mobutu et ses conseillers américains essaient aujourd'hui de mettre en place, est une démocratie impérialiste, une démocratie pour les barons du régime, une démocratie pour toutes les fractions bourgeoises qui acceptent de travailler sous les ordres du FMI, de la Belgique et des Etats-Unis. Avant le 24 avril, les barons se retrouvaient au sein du comité central du MPR et affirmaient : le Parti-Etat, c'est nous ; aujourd'hui, ces mêmes individus créent tous leur «propre» parti et ils s'écrient : le multipartisme, c'est encore nous !

3.3. *Le multi-mobutisme s'installe*

Les barons qui entendent garder l'étiquette MPR se divisent en trois clans.

Kithima (ancien syndicaliste "socialiste", ancien MNC-Lumumba !) était le numéro deux du MPR. Aujourd'hui, il nous apprend comment se faisaient les nominations au sein de l'Etat : «*Pour réussir, on recourait à certains membres des services de sécurité qui, avec leurs bulletins d'informations, faisaient le reste. Dans la pirogue MPR, il y avait des caïmans, des crocodiles et des éléphants qui se mordaient à pleines dents.* » (111) Bien dit ! Sous la dictature, ces caïmans se mordaient «en privé» ; grâce la «démocratie», ces caïmans se mordent en public, au vu de tous.

N'singa Udjuu a reçu mission de Mobutu de réorganiser le MPR. Et le voilà qui dénonce «*le tribalisme, le sectarisme, le népotisme, la corruption, le gaspillage et l'injustice*» ! Dans une proclamation solennelle, il affirme : «*Muspar la volonté d'édifier sur le sol de nos ancêtres une société nouvelle fondée sur l'humanisme communautaire, la justice, la solidarité, la liberté, la démocratie et qui place l'homme au centre de toute préoccupation, nous, citoyens zaïrois signataires créons un parti politique dénommé Mouvement Populaire pour le Renouveau.* » (112)

Un troisième homme, Vunduawe se lance, lui aussi, dans le combat pour l'héritage du MPR. Il dénonce le «*déficit démocratique*» de la deuxième République (1965-1990), «*l'immoralité publique, l'impunité, le népotisme, le favoritisme, la spoliation des biens de l'Etat*». Et il affirme : «*Le groupe dont je suis le porte-parole se réclame du MPR originel fondé en 1967 dont le fondateur est Mobutu. Ce MPR a pour projet de société le Manifeste de N'sele. Je mets au défi tous les leaders politiques de nous produire un texte aussi consistant que ce Manifeste.* » (113) Et il a raison, le professeur Vunduawe : parmi tous ces dirigeants qui veulent s'attirer les faveurs de l'impérialisme, aucun n'a présenté un texte qui dépasse la démagogie raffinée du Manifeste de N'sele qui a couvert 23 ans de domination impérialiste au Congo-Kinshasa.

D'autres barons du régime créent leur propre parti sous une étiquette qui rappelle plus la période coloniale ou la période du parlementarisme bourgeois (1961-1965).

Iléo, déjà en 1956 l'homme-clé du lobby chrétien, lié au Parti Social-Chrétien dominant la Belgique, Iléo qui succédait illégalement au premier ministre Lumumba, le 5 septembre 1960, Iléo qui fut une des figures de proue du MPR, a créé son Parti Social-Chrétien et Démocrate.

Mandungu, l'ancien chef de la Garde civile, a mis sur pieds son Front Commun des Nationalistes.

Ngalula, un des principaux chefs de l'UDPS, était retourné, l'année passée, à la maison-mère du MPR. L'homme avait été du côté des troupes interventionnistes belges en 1960, lors de l'aventure de l'Etat indépendant du Sud-Kasaï. Tshisekedi et Lihau ont participé au Collège des commissaires généraux,

installé par Mobutu après son coup d'Etat du 14 septembre 1960 contre Lumumba. Plus tard, ils étaient parmi les principaux organisateurs du MPR au cours des années 1967-1979. L'UDPS, principale force de l'opposition parlementaire à Mobutu au cours des années quatre-vingts, connaît actuellement une crise grave, les jeunes les plus combatifs l'ayant quitté. Ses chefs historiques sont d'ailleurs fort divisés entre eux. Dans une lettre du 1er juillet, Bossassi Epole, un des fondateurs de l'UDPS, répertorie quatre fractions : les *radicaux durs* autour de Tshisekedi, les *modérés musclés (!)* que Bossassi Epole prétend diriger, les *modérés pondérés (!)* autour du vieux mobutiste Ngalula et les *radicaux musclés* de Dikonda. Bossassi essaie de s'allier à Lihau, le président nouvellement retourné de son exil aux Etats-Unis, en braquant les feux contre *l'imposture anarchiste* et la *tendance tribale* de Tshisekedi. «*Le groupe UDPS des radicaux durs a coopté de nouveaux Fondateurs pour créer une majorité régionaliste. De 6 Fondateurs, ils sont passés à 10 Fondateurs du Kasai oriental seulement ! Avec les jeux des alliances et de dictature interne dans le groupe UDPS des Radicaux durs, les trois quarts du Collège sont à leur merci !*» (114)

Nguza Karl-I-Bond, qui se déclare le continuateur de l'oeuvre de Moïse Tshombe (!), a lui aussi son propre parti. Et il pose en même temps sa candidature au poste de président de la République. «*Vous estimez que votre candidature rassure les milieux occidentaux*», lui demande un journal de la Bourse de Bruxelles. Karl-I-Bond répond : «*Je suis un ami des Belges, des Américains, des Allemands. Qu'ils soient rassurés, cela me rassure.*» (115) Dans l'optique de Karl-I-Bond, la Conférence nationale qu'il prône est surtout une grande opération médiatique dont le but est de soumettre les classes populaires au système néo-colonial qui recompose actuellement son personnel politique. «*C'est de la Conférence nationale que va sortir un gouvernement d'union nationale ou de salut public qui sera l'objet d'un consensus*», affirme Karl-I-Bond. (116) Or, depuis trente ans, ceux qui servent les intérêts occidentaux ont toujours agité le drapeau de l'union nationale et de la réconciliation nationale. Les hommes du coup d'Etat du 14 septembre 1960, en chassant Lumumba, promettaient... «*une large entente nationale*» (117). Ensuite, lorsque les chefs lumumbistes trahirent la lutte révolutionnaire au moment du Conclave de Lovanium, ils se félicitèrent du «*gouvernement d'unité nationale*» du pro-américain Adoula (118). Lors de son deuxième coup d'Etat, le 24 novembre 1965, Mobutu ordonna au colonel Mulamba de «*former un gouvernement représentatifs union nationale* » (119). Aujourd'hui, Karl-I-Bond explique son «*consensus national*» avec le cynisme d'un gros pacha bien rassasié : «*Nous avons une situation économique et sociale désastreuse, catastrophique. Il faut donc que chacun mette de l'eau dans son vin pour parvenir à un compromis national.*» (115) Voilà bien exprimé ce que signifie le multi-mobutisme : une tactique pour demander à un peuple affamé de «*mettre de l'eau dans son vin*» ! Le pouvoir personnel et autocratique de Mobutu n'arrive plus à faire avaler, à une population poussée à bout, les remèdes prescrits par le FMI. Pour Karl-I-Bond, il n'y qu'une seule méthode qui permette d'imposer de nouveaux sacrifices à la population: des élections libres avec de multiples partis pro-impérialistes. Le peuple aura l'illusion qu'il est *en démocratie*, qu'il a *librement choisi* ses nouveaux exploiters et il n'aura donc pas d'alternative à l'acceptation des «*décisions pénibles de la démocratie*». D'après Karl-I-Bond, la maîtrise des dépenses publiques et d'autres mesures impopulaires pourront être réalisées par «*un gouvernement responsable devant le parlement, qui doit donc se justifier devant le peuple*» (115). C'est dire qu'unemascaradede démocratie, avec une multitude de partis pro-impérialistes, servira à imposer la même politique antipopulaire et antinationale du FMI, que Mobutu applique depuis tant d'années. «*Je suis sûr, dit Karl-I-Bond, qu'avec la coopération de nos partenaires, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, les partenaires économiques à l'extérieur, nous allons nous en sortir*» (115). Le nouveau multipartisme chante le refrain qu'a toujours entonné l'ancien monopartisme.

Et comme si tout cela ne suffisait pas pour lancer définitivement le multi-mobutisme, l'impérialisme encourage, en outre, l'émergence départis néo-mobutistes. Il s'agit de partis «*d'hommes nouveaux et intègres qui ne se sont pas compromis avec le MPR*»... mais qui proposent exactement le même programme que les MPR ! Pauvre peuple congolais. N'a-t-il pas entendu dire un homme bien célèbre et malfamé, en 1965 déjà, qu'il voulait «*balayer la politiccaille corrompue*» pour la remplacer par des «*hommes valeureux, courageux et intègres*» ! (120)

On a vu surgir récemment un Parti des Nationalistes Fédéralistes dirigé par le bâtonnier de l'ordre des avocats, Kisamba Ngoy Ndoleme. Dans une déclaration, maître Tshimanga, responsable de la propagande, affirme : «*D'accord avec Fernand Baudhuin, professeur à l'Université de Louvain, je pense que le capitalisme véritable implique l'entreprise libre, la libre concurrence qui est dirigée par le système des prix.* » ! (121)

On a vu naître aussi un Parti Démocrate dont les textes ne contiennent pas un seul mot qui ne se trouve dans les proclamations des différents MPR, mais qui fait sa publicité autour d'une seule idée : «*Seuls les hommes nouveaux et intègres, n'ayant jamais été compromis dans les moeurs et pratiques précédentes de la gestion de l'Etat, peuvent amener le pays au développement dans la démocratie pluraliste.* » (122) Ainsi, sous le drapeau du multipartisme, l'impérialisme appuie aussi certains jeunes *technocrates*, qui n'ont pas eu le temps ou la possibilité de s'enrichir au sein du MPR, les vieux de soixante y occupant les meilleures places.

3.4. Les intellectuels congolais et le marxisme

Alors, comment expliquer qu'un grand nombre d'opposants zaïrois à la dictature de Mobutu se laissent si facilement entraîner par cette démagogie occidentale et se félicitent bruyamment des progrès de la démocratie et du multipartisme ?

La raison fondamentale en est qu'aucune organisation congolaise n'a réussi à intégrer la pensée marxiste dans la pratique de la lutte sociale. Aussi longtemps que durera cette situation, il n'existera pas d'espoir pour le peuple opprimé du Congo-Kinshasa. On assistera à des changements de république, à des élections de nouveaux présidents, à des formations de parlements pleins d'hommes nouveaux, à des coups d'Etat; et la misère du peuple travailleur ne fera que s'accroître.

Le marxisme n'a pas encore réussi à prendre racine parmi les intellectuels congolais pour plusieurs raisons. Pendant toute la période coloniale, l'enseignement, aux mains de l'Eglise, était farouchement anti-marxiste. Pour protéger la domination coloniale, il fallait marteler dans les têtes des *évolués* que le marxisme était la doctrine du diable. L'indépendance n'a rien changé dans ce domaine. Après deux mois et demi d'existence, le premier gouvernement congolais, dirigé par Patrice Lumumba fut renversé par le coup d'Etat de Mobutu. Le 19 septembre 1960, les Commissaires généraux affirmaient dans leur proclamation : «Le colonel Joseph Mobutu nous a délivrés du colonialisme communiste et de l'impérialisme marxiste-léniniste».(123) Ce langage des missionnaires blancs, on l'entendait maintenant dans la bouche des Commissaires Bomboko, Ndele, Mbeka, Lihau, Tshisekedi, Boboliko, Takizala, Mukamba... Et depuis septembre 1960 jusqu'au-jour d'hui, le régime en place a fait du combat contre le marxisme une de ses priorités.

Le Congo a connu, dans les années soixante, de grands combattants nationalistes qui ont intégré le marxisme dans la lutte révolutionnaire des masses : Pierre Mulele, Théodore Bengila. Léonard Mitudidi, Thomas Mukwidi, Kibwe Cha Malenge et d'autres. Ils ont tous été assassinés. Au cours de cette même période, des dirigeants de l'Union Générale des Etudiants Congolais s'affichaient comme marxistes tout en refusant de rejoindre les travailleurs et les paysans dans leur lutte : finalement, la plupart de ces marxistes de salon ont rejoint le régime de Mobutu.

Ces dernières années, la propagande antimarxiste au Zaïre a été renforcée à mesure que le régime socialiste en Union soviétique traversait des crises plus aiguës. La renonciation au marxisme révolutionnaire a finalement conduit à la restauration du pouvoir des multinationales occidentales en Europe de l'Est et à la réintroduction progressive d'éléments du capitalisme en URSS. La crise de l'Union soviétique n'est nullement celle du marxisme, mais celle de trente années de renoncement progressif aux principes marxistes. Et avec le capitalisme, se réintroduisent en Union soviétique, les inégalités entre les classes sociales, le chômage, la délinquance et les guerres civiles inter-ethniques. Or, au Zaïre, certains opposants sans principes, qui se faisaient passer, hier encore, pour des «marxistes-léninistes», sont «découragés» et virent de bord pour rejoindre Mobutu. Constant N'dom,

entré, il y a quelques mois, au gouvernement de Mobutu, est le porte-drapeau de ces anciens non combattants.

Ainsi, aucune organisation marxiste n'a pu se développer au Congo-Kinshasa. C'est la cause principale de la misère de l'opposition zaïroise.

Mais aujourd'hui, certains intellectuels zaïrois, devant la situation catastrophique que vit la population, refusent de se laisser impressionner par le tapage idéologique triomphaliste d'un monde occidental de plus en plus barbare et tyrannique.

Ils partent d'abord d'un constat : l'impérialisme et le capitalisme règnent sans conteste au Congo-Kinshasa depuis le 14 septembre 1960 et, depuis 1965, aucune opposition marxiste ne leur a mis des bâtons dans les roues. Une longue expérience a donc prouvé que le capitalisme mène le Congo à la déchéance et à la ruine totale. Continuer à prôner l'idéologie libérale, individualiste et occidentale sur laquelle Mobutu s'est toujours appuyé, fera simplement survivre le système d'exploitation et d'oppression. Seul le marxisme peut donner jour à un système économique et politique différent.

Ensuite, la défaite du socialisme en Europe de l'Est et l'effondrement de l'Union soviétique auront de graves conséquences négatives sur la situation politique et économique du tiers monde. Par conséquent, dans les décennies à venir, la situation des peuples africains et du peuple zaïrois en particulier, deviendra encore plus difficile. La misère persistante obligera les nationalistes authentiques à quitter la voie capitaliste pour chercher une alternative qui aura trois axes: le marxisme, la mobilisation populaire et l'indépendance.

Et, finalement, la trahison du marxisme en Europe de l'Est, comme la caricature du marxisme qui vient de s'effondrer au Bénin, apportent encore une autre leçon : le marxisme est la science de la révolution et de la construction du socialisme et elle doit être étudiée avec le même sérieux et la même application que toute autre science. L'opposition zaïroise a vu trop d'individus qui se contentaient de quelques bribes de marxisme, apprises par coeur pour faire impression dans les meetings et les bavardages autour d'un verre. Sans une organisation rigoureuse de l'étude, personne ne peut maîtriser les expériences de lutte des autres peuples, leurs victoires aussi bien que leurs défaites et sans cette maîtrise, on ne peut être un marxiste authentique. En plus, on ne peut assimiler le marxisme qu'à travers une longue pratique de lutte parmi les masses de son peuple.

Au Congo-Kinshasa, l'expérience vécue des travailleurs a été tellement dramatique et déchirante, que certaines conclusions du marxisme semblent s'imposer à toute réflexion critique. Trente ans de néo-colonialisme montrent que le Congo-Kinshasa est étouffé par la mainmise économique et financière de l'impérialisme et que cet impérialisme règne par l'intermédiaire des grands bourgeois zaïrois qui lui sont inféodés. La lutte de classe doit viser à briser la mainmise impérialiste et à détruire la classe des grands bourgeois par son expropriation économique et son exclusion de la vie politique. Tout le reste est vain bavardage qui ne gêne ni l'impérialisme, ni les barons du régime. Aussi longtemps que l'économie et l'appareil d'Etat seront aux mains de l'impérialisme occidental et de la grande bourgeoisie locale, tous les discours sur la libre expression, la liberté de former des partis, le libre choix, etc., sont trompeurs et faux. Aussi longtemps que l'ordre néo-colonial règne, les masses paysannes et ouvrières sont aveuglées par la misère et l'oppression, quand ce n'est par des sectes manipulées de l'étranger. Que signifie «*liberté de choix politique*» pour des gens qui cherchent désespérément à survivre le lendemain ? L'impérialisme intervient avec des dizaines de millions de dollars pour soutenir les partis qui se mettent à son service. La grande bourgeoisie zaïroise fait jouer son argent et ses relations pour impulser les partis de son choix. Les médias nationaux et internationaux, dans leur écrasante majorité, mettent en vedette les partis qui garantissent l'ordre néo-colonial. La hiérarchie de l'Eglise catholique soutient d'ores et déjà les partis qui prônent le changement dans la continuité. Dans des circonstances pareilles, croire que le peuple travailleur peut exprimer *librement* ses véritables intérêts lors des élections, c'est passer du côté de l'ordre établi.

Le peuple congolais exprimera librement ses véritables intérêts, lorsqu'il s'engagera dans la lutte pour renverser l'ordre néo-colonial qui l'étouffé, l'opprime, l'écrase depuis trois décennies. Les partis anti-impérialistes et démocratiques ont à préparer ce moment-là par un long travail d'éducation et d'organisation à la base. Toute la démarche d'un parti nationaliste doit préparer le peuple, pas à pas, à la rupture avec l'impérialisme et la grande bourgeoisie zaïroise. Seule cette rupture peut introduire un changement réel et radical. Et sans cette rupture, le Congo-Kinshasa restera sous l'emprise du multi-mobutisme et du néo-mobutisme.

3.5. Perspectives de la lutte pour le développement par le pouvoir populaire, l'indépendance et la science.

Pour l'instant, le «*passage pacifique du mobutisme au multi-mobutisme*» peut toujours être mis en échec par une explosion de la colère populaire. Toute révolte populaire s'attaquera nécessairement à l'ensemble de la grande bourgeoisie bureaucratique et à la domination étrangère. Le souvenir de la période révolutionnaire de 1960-1966 reste, malgré les apparences, profondément ancré et une orientation révolutionnaire clairement exprimée, peut très vite trouver un écho retentissant dans une population poussée à bout.

Dans l'éventualité de mouvements violents de la population, il est fort probable que l'impérialisme bousculera un peu les choses, mettra Mobutu sur le premier avion et réalisera un coup d'Etat militaire «*pour le salut public*».

Mais quelle que soit la prochaine formule néo-coloniale imposée au Congo : multimobutisme, coup d'Etat militaire ou gouvernement réformiste — on peut parier fort qu'elle n'aura pas la vie longue. On peut s'attendre à une période de grande instabilité, marquée par des bouleversements, des coups et des intrigues de tout genre. Et ceci pour quatre raisons.

D'abord, la situation économique est devenue tellement dramatique et insupportable pour les masses travailleuses, que ceux qui continueront à servir le FMI et les puissances occidentales iront au devant de révoltes populaires majeures. Or, les futurs ministres savent déjà ce que l'Occident exigera d'eux. La Banque mondiale veut que les dépenses publiques diminuent d'au moins 20 % : il faudra de nouveaux licenciements et de nouvelles baisses salariales. **(124)** La Banque mondiale veut attirer du capital étranger en vendant les entreprises publiques zaïroises. Et elle veut remettre l'enseignement sur les rails en... le remettant aux Eglises belges et américaines ! **(125)** Bref, pour sortir de la misère mobutiste, l'Occident prévoit un programme complet de recolonisation ! Bonne chance à tous ceux qui sont impatients de gouverner.

Ensuite, la grande bourgeoisie zaïroise est parasitaire au point de n'avoir guère un esprit de classe et un esprit de parti. Dès que Mobutu sera parti, on verra se déchaîner des luttes sans merci entre tous ces rapaces, des combats farouches pour des intérêts privés et de clan, des rivalités personnelles. Ce n'est pas un hasard si cette classe de la bourgeoisie bureaucratique et comprador n'a pu trouver son unité qu'en se soumettant complètement à l'impérialisme, à l'armée et à un dictateur.

Troisièmement, les barons du MPR recyclés en *démocrates*, les dirigeants de l'UDPS et les *lumumbistes-réformistes* retournés d'exil, auront de grandes difficultés pour mystifier les masses. La génération précédente de nationalistes qui a trahi la cause du peuple pour servir le néocolonialisme au cours des années 1962-1968, avait des assises populaires autrement plus solides.

Finalement, après 25 ans de pouvoir absolu d'un autocrate, les rivalités entre chefs militaires, candidats à la succession, rendront difficile l'instauration immédiate d'un pouvoir fort. Toute crise sérieuse au Zaïre peut faire éclater une armée mal payée, mal formée, mal encadrée et démotivée.

Dans la situation instable qui attend sans doute le Congo, les nationalistes authentiques auront intérêt à méditer une des caractéristiques principales de l'histoire de leur peuple. Toute expression populaire

d'une volonté d'indépendance nationale, a poussé les impérialistes à intervenir militairement pour rétablir l'ordre néo-colonial. Il y a eu l'intervention de 10.000 soldats belges contre le gouvernement Lumumba en juillet 1960. L'intervention des troupes marocaines, tunisiennes, irlandaises, éthiopiennes et autres, avec le drapeau de l'ONU et sous la direction effective de l'impérialisme américain en 1961-1963. L'agression perpétrée par les mercenaires sud-africains et européens, par les troupes belges et américains en 1964-1966. Les interventions franco-belges de 1977 et franco-marocaines de 1978 au Shaba. Après la disparition de Mobutu, la menace d'interventions militaires impérialistes sera une donnée majeure de la situation politique. Les pseudo-opposants qui, aujourd'hui, réclament une ingérence *bienfaisante* de l'Occident pour protéger les droits de l'homme, préparent directement le terrain à ses interventions.

L'opération «*changement dans la continuité néocoloniale*», quoique pleinement engagée, n'a pas encore abouti et l'intervention des révolutionnaires et des nationalistes authentiques peut toujours déjouer les plans savamment dressés à Bruxelles, à Washington et à Paris. Le tout est de savoir sur quel programme les révolutionnaires mobiliseront le peuple opprimé.

Vingt années de pseudo-opposition ont bien montré quelles sortes de programmes ont irrémédiablement fait faillite.

Il s'agit de programmes axés sur la *tactique* immédiate visant à faire partir Mobutu, considéré comme l'incarnation du mal zaïrois. Des programmes basés essentiellement sur des «alliances» avec des barons du régime néocolonial qui ont une (brève) dispute avec le Chef. Ainsi on a vu des *opposants* se mettre à la remorque des figures du proue du néo-colonialisme tels Kamitatu, Mungul Diaka, Mbeka-Makosso, Ndele, Nguza. Ce programme axé sur la *tactique* est depuis longtemps le propre de tous les opportunistes : Gbenye a constitué en 1964 un «*front uni*» avec Tshombe contre «*l'incarnation du néo-colonialisme*», Cyrille Adoula. En 1966, l'adjoint de Gbenye, Thomas Kanza prônait une alliance avec Mobutu pour «*combattre le néo-colonialisme personnifié par Moïse Tshombe.*» ! (126) Aujourd'hui cette *tactique* révèle d'autant mieux son inconsistance, que l'impérialisme a d'ores et déjà décidé du départ de Mobutu.

Ensuite, il s'agit de programmes remplis de phrases grandiloquentes qui ne servent nullement à éduquer, organiser et mobiliser les masses pour une lutte prolongée, mais bien à les mystifier et à cacher les intentions arrivistes de leurs auteurs. On se prononce fermement pour «*la justice sociale*», «*la répartition équitable du revenu national*», «*la priorité à l'agriculture*», «*la suppression des gaspillages*», «*la mobilisation des énergies productrices*» et «*l'amélioration du mieux-être individuel*». Tous ces mots creux se trouvent déjà dans le programme qui a servi de couverture au coup d'Etat de Mobutu, dans le Manifeste de N'sele de mai 1967.

Au Congo, l'histoire prouve qu'un programme authentiquement révolutionnaire doit être basé sur deux idées essentielles.

La première idée est la nécessité d'une insurrection populaire comme unique méthode permettant de briser les chaînes du néo-colonialisme. On ne peut imaginer aucun autre moyen pour briser les structures politiques, militaires et administratives construites pour servir la domination étrangère. On ne peut trouver aucune autre méthode pour éliminer politiquement et économiquement cette classe de grands bourgeois compradores qui constitue le relais des intérêts impérialistes. Seul un effort vigoureux de toutes les forces populaires peut, à condition d'être dirigé par un parti solide et sur un programme correct, balayer toute la pourriture accumulée par un siècle de colonisation et par trente ans de néo-colonialisme.

La seconde idée est que la lutte sera de longue durée, que l'impérialisme dispose encore de nombreuses réserves et qu'il faut un patient effort d'éducation, d'organisation et de mobilisation pour constituer, à travers de multiples épreuves, une force populaire révolutionnaire capable de renverser la dictature néo-coloniale. Le programme doit essentiellement servir ce travail minutieux à la base.

Un programme révolutionnaire authentique retiendra les points suivants, évoqués déjà de façon éparpillée dans différents documents de l'opposition.

1. Expulsion immédiate du Congo de tous les militaires et agents secrets américains, belges, français, israéliens et allemands qui commandent et encadrent les forces de répression et les services secrets mobutistes.
2. Comparution de tous les grands dignitaires du MPR, sur qui pèsent des accusations de crimes de sang et de crimes économiques, devant des tribunaux populaires.
3. Peine de mort pour tous les grands coupables de massacres, d'assassinats et de tortures et pour les coupables de crimes économiques ayant causé des préjudices majeurs à la population.
4. Constitution de commissions d'enquête sur les assassinats de Patrice Lumumba et de Pierre Mulele, sur les massacres organisés en 1964-1965 par les troupes interventionnistes, sur le massacre de Lovanium en 1969, sur les tueries effectuées en 1977 et en 1978 lors de la répression au Shaba et sur les carnages à Idiofa en 1978, à Katekelayi en 1979, à Moba en 1985, au Nord-Kivu en 1986 et à Lubumbashi en 1990.
5. Epuration de l'armée et de tous les services de répression de tous leurs officiers et membres coupables de graves méfaits contre la population.
6. Confiscation de tous les avoirs illégalement acquis par les responsables du MPR.
7. Confiscations de toutes les fortunes constituées à l'étranger par des chefs du MPR ; obligation d'enregistrer tous les avoirs nouveaux à l'étranger ; obligation pour tous les hommes politiques de rendre publique toute leur fortune mobilière et immobilière.
8. Annulation de toutes les dettes extérieures contractées uniquement pour enrichir le clan de Mobutu et les financiers et industriels étrangers.
9. Refus de toute mainmise sur le Zaïre de la part du FMI.
10. Nationalisation des banques et des grandes entreprises sous contrôle étranger.

Si le multi-mobutisme arrive à s'instaurer durablement au Congo-Kinshasa, le pays continuera à vivre en tant que néocolonie ; il connaîtra alors un régime de démocratie parlementaire dominé par la grande bourgeoisie compradore et téléguidé par les puissances occidentales. L'accentuation du sous-développement continuera, la déchéance morale et la régression intellectuelle donneront libre cours à l'obscurantisme.

Seule une révolution à caractère anti-impérialiste et démocratique peut réaliser l'indépendance authentique par l'instauration du pouvoir des masses populaires. Seule une révolution anti-impérialiste peut impulser le développement par la mobilisation des forces productives intérieures et par l'éducation scientifique des masses.

NOTES :

- (1) Lois en vigueur dans l'Etat Indépendant du Congo, Bruxelles, 1905, pp.109-1,109-2.
- (2) Sikitele Gize : Racines de la révolte pende de 1931, dans Etudes d'histoire africaine, V-1973, p.99-153.
- (3) Roelsens : Notre vieux Congo 1891-1917, collection Lavigerie, 2, Namur, 1948, p.15; 18.
- (4) Congo-Nil, Guide du Congo belge, 1948-1949, éd. Van Assche, Bruxelles, p.289.
- (5) Remarques congolaises, 1966, p. 102
- (5) Ryckmans P., Discours 5 juillet 1946, in Etapes et Jalons, Bruxelles 1946, pp.205-206.
- (7) Medda F: A l'ombre des bananiers, coll. Permanences poétiques, Bruxelles 1973, p.117.
- (8) De Buck Jean-Marie: Jacques de Dixmude, coll. Durendal, Paris-Bruxelles 1933, p. 48-49
- (9) Cayen, major : Au service de la Colonie, éd Jean Dewit, Bruxelles 1938, p.26-27
- (10) Ganshof Van der Meersch, Congo mai-juin 1960, Rapport du ministre..., Bruxelles 1960, pp.94-95.
- (11) Congo1960, tome II, p.593-594, conférence du 9 août 1960.
- (12) von Horn Karl, Soldat de la paix, éd. de la Cité, 1966, Paris, p. 194.
- (13) Ibidem, p. 236
- (14) Courrier d'Afrique, 19 juillet 1960, p.1.
- (15) Heinz et Donnay, Les cinquante derniers jours de Lumumba, Bruxelles 1976, p.35
- (16) Chronique de politique étrangère, IRRI, Bruxelles, XV, 4-6, p. 672.
- (17) Congo 1961, Déclaration gouvernementale Adoula, p. 422-4429.
- (18) Martens Ludo, Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba, éd EPO, Anvers, 1985, p. 163-164.
- (19) Ibidem, p. 136 ; Message du PSA, de Théodore Bengila, 9 juin 1963.
- (20) Müller Siegfried, major, Les nouveaux mercenaires, éd France Empire, 1965, p.179, 184 et 112.
- (21) Ibidem, p. 55 et 92.
- (22) Congo 1965, p. 457, déclarations à l'AP, 14 décembre 1965.
- (23) Les cents jours de Luluabourg: un point de vue syndical sur le texte de la Constitution, 1964, Texte intégral, p.135-191.
- (24) Congo 1964, p. 17 et 22.
- (25) Müller, op.cit. p. 120.
- (26) Congo 1967, p. 58.
- (27) MPR, Premier congrès ordinaire, Documents, éd. Direction du bureau politique, p.155-186; Les cent jours de Luluabourg, p. 35 et 45
- (28) Mobutu Sese Seko, Action et Parole 1965-1975, Bureau du Président, p. 62-63
- (29) MPR, Premier congrès ordinaire, Documents...p.15
- (30) Le président Mobutu vous parle, 24 nov 65 - 24 nov 66, Haut commissariat de l'information, p. 106-107, discours du 30 juin 1966.
- (31) MPR, premier congrès...p. 19.
- (32) Willame Jean-Claude, Zaïre L'épopée d'Inga, éd. L'harmattan, Paris, 1986, p. 210, 111, 118, 131, 205.
- (33) Zaïre Mémoire économique, World Bank, Rapport, no. 4077-ZR, 30 déc 82, Volume I, Introduction p. 11.
- (34) Zaïre Economie Mémoire, R. no. 5417-ZR, p. 203.
- (35) Rapport n°4077-ZR, vol I, p. 51.
- (36) Nécessité d'un ajustement structurel, Rapport d'Activité à l'intention du Groupe Consultatif pour le Zaïre (Paris, 21 -22 avril 1986), Banque mondiale, p. 17.
- (37) Zaïre Economie Mémoire; Economie Change and External Assistance. Report no. 5417-ZR, March 29, 1985, World Bank, p. 56.
- (38) Zaïre Mémoire économique, Rapport no. 4077-ZR, 30 décembre 1982, Banque mondiale ; Volume II, p. 39.
- (39) Nécessité d'un ajustement structurel, Rapport d'Activité à l'intention du Groupe Consultatif pour le Zaïre (Paris, 21 -22 avril 1986), Banque mondiale, p. 17.
- (40) Zaire Staff report for the 1989 article IV consultation, IMF, 1 nov 1989, p.8
- (41) Zaïre Economie Mémoire ; Economie Change and External Assistance. Report no. 5417-ZR, March 29, 1985, World Bank, p. 276.
- (42) Nécessité d'un ajustement... p. 20.
- (43) Zaïre Economie Mémoire... R. no. 5417-ZR, p. 278.
- (44) Nécessité d'un ajustement... p. 21.
- (45) Discours d'ouverture du Citoyen Sambwa à la Réunion du Groupe Consultatif sur le Zaïre, Paris, 21-22 mai 1987, p. 23.
- (46) Zaïre Economie Mémoire... R. no. 5417-ZR, p. 211.
- (47) Status Report for Zaire, 31 august 1989, Attachment II
- (48) R. n° 5417-ZR, p. 216. (49)Status Report... p. 2

- (50) Ibidem, Table 1
- (51) Zaïre Mémorandum... R. no. 4077-ZR, p. 49.
- (52) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 40.
- (53) Conjoncture économique, Département de l'économie, 1988, p. 106-107.
- (54) Zaïre : Review of the 1987-1990 Public Investment Program, Paris, may 21-22, 1987, World Bank, p. 5.
- (55) Nécessité d'un ajustement... p. 18-19.
- (56) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 211.
- (57) Ibidem, p. 41-42.
- (58) Ibidem, p. 46.
- (59) Ibidem, p. 48 et 201.
- (60) Zaïre Mémorandum, R. no. 4077-ZR, Volume I, p. 21.
- (61) FAS-Document cadre de Politique économique 89-91, Banque mondiale, p.5.
- (62) R.n° 5417-ZR, vol I, p.21
- (63) Ibidem,p.203.
- (64) Ibidem, p. 46.
- (65) Ibidem, p. 47.
- (66) Zaïre Mémorandum, R. no. 4077-ZR, Volume I, p. 67.
- (67) Ibidem, p. 52-53.
- (68) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 45.
- (69) Zaïre Mémorandum Economique, Rapport no. 4077-ZR, Volume II, 30 décembre 1982, Banque mondiale, p. 107.
- (70) Ibidem, p. 109.
- (71) FAS, p.5-6
- (72) R.n°5417-ZR, vol II.p.108.
- (73) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 86.
- (74) Nécessité d'un ajustement... p. 16.
- (75) Zaïre Mémorandum, R. no. 4077-ZR, Volume II, p. 94.
- (76) Ibidem, p. 106.
- (77) IMF, Zaïre, Staff report for the Article IV Consultation, I nov 89, appendix V, p.49
- (78) Zaïre Economie Mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 65.
- (79) Ibidem, p. 164-167.
- (80) Zaïre Mémorandum, R. no. 4077-ZR, Volume I, Introduction p. 11.
- (81) Nécessité d'un ajustement... p. 43.
- (82) Discours d'ouverture..., Paris 21 mai 1987, p. 13.
- (83) Ibidem, Volume II, p. 121 et 123.
- (84) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 54 et 53.
- (85) Discours d'ouverture Réunion du groupe consultatif sur le Zaïre, Paris, 21 mai 1987, P; 18 et 22.
- (86) IMF, Staff report, 1 nov 89, appendix 1.
- (87) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 229.
- (88) Ibidem, p. 236.
- (89) Discours d'ouverture..., 21 mai 1987, p. 11.
- (90) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 219-220.
- (91) Ibidem, p. 69.
- (92) Echo de la Bourse 11 mars 1988
- (93) Mémorandum de Conseil Exécutif sur l'exécution du Programme d'Ajustement Economique et Financier au Zaïre - février 1988.
- (94) R.n°5417-ZR, p.4 et 83
- (95) Nécessité d'un ajustement structurel, Rapport d'Activité pour le Groupe consultatif, Paris 21-22 avril 86, B.M., p.11
- (96) Discours d'ouverture, p.8-9
- (97) Nécessité d'un ajustement, Attachment III : Projected Balance of Payments Gaps.
- (98) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 83.
- (99) FMI, 1 nov 89 appendix V
- (100) Status report, p. 3
- (101) R.n° 5417-ZR, p. 221.
- (102) Ibidem, p. 289.
- (103) Nécessité d'un ajustement..., Attachment II, Zaïre External Trade.
- (104) Discours d'ouverture..., 21 mai 1987, p. 11.
- (105) FMI, 1 nov 89, p. 8a
- (106) Wall Street Journal, april 11 - 1986.

- (107) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 50.
- (108) Zaïre mémorandum économique, R. no. 4077-ZR, p. 32, 34, 39.
- (109) Zaïre économie mémorandum, R. no. 5417-ZR, p. 93.
- (110) Le Monde, Plaies d'Afrique V, 2 juin 1990.
- (111) La Semaine, n° 48, 16 septembre 1990, p.3.
- (112) La Semaine, n° 44, 6 août 1990, p. 6.
- (113) La Référence, n° 7,20-26 août 1990, p.6-7.
- (114) La Référence, n° 5,21 juillet 1990, p.12-14.
- (115) Echo de la Bourse, 5 septembre 1990, p. 2.
- (116) La Semaine n°48,16 septembre 1990, p. 4-5-6.
- (117) Congo 1960, tome II, p.872.
- (118) Congo 1961, p. 414.
- (119) Le Président Mobutu vous parle, Haut commissariat à l'information, 1966, p.11.
- (120) 24 novembre 1965 : le Président Mobutu vous parle, Haut Commissariat à l'Information, 1966, Discours du 12 décembre 1965, p.19 et 24.
- (121) La Semaine n°44, 6 août 1990, p. 15.
- (122) La Semaine, n°48, 16 septembre 1990, p.7.
- (123) Congo 1960, tome II, p. 871
- (124) Le Soir, L'état économique, 11 juin 90.
- (125) De Standaard, prof. Jef Maton, 9 juni 90.
- (126) Ludo Martens : Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba, éd. EPO, Anvers, 1985, p. 309 et 321.